

# le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 475 - 1 €

**CE QUI NOUS DISTINGUE :** La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

- le prolétaire -  
Journal bimestriel - Un exemplaire  
1 €, 3 FS, £ 1  
- programme communiste -  
Revue théorique - Un exemplaire  
8 €, 15 FS, £ 5

- il comunista -  
Journal bimestriel en italien  
Un expl.: 1,5 €, 5 FS, £ 1,5  
- el programa comunista -  
Revue théorique en espagnol  
Un expl.: 3 €, 8 FS, £ 2

- le prolétaire -  
**No 475**  
Janv.-Févr.-Mars. 2005  
42<sup>e</sup> année

## DANS CE NUMERO

- Quarante ans d'interventions militaires françaises en Afrique
- Le 8 mars, journée prolétarienne et communiste
- La grève chez H&M
- Répression patronale à «Main Sécurité»
- Les élections en Irak
- «Renaissance»...anticommuniste
- Auschwitz: un «devoir de mémoire» ... pour maquiller les crimes du capitalisme

## Impérialisme français, bas les pattes du Togo!

Après 38 ans à la tête du Togo, Gnassingbé Eyadema est mort le 5 février dernier. Par la voix de Chirac l'impérialisme français a salué la mémoire d'un grand ami de la France. L'ancien sergent-chef de la coloniale avait commencé sa carrière politique au service de l'impérialisme en assassinant en 1963 Sylvanus Olympio, le premier président du Togo indépendant qui essayait de se tourner vers les Etats-Unis. Au cours de son long règne grâce au soutien sans faille de l'impérialisme tricolore (y compris militaire), il fit du petit Togo un paradis néocolonial: répression sanglante contre les opposants politiques ou les travailleurs, muselage des médias d'un côté, tandis que de l'autre les richesses togolaises (essentiellement le phosphate) alimentaient les caisses françaises et le clan au pouvoir. Le régime togolais était en outre au coeur de différents trafics au profit de l'impérialisme français: trafic d'armes (établi par un rapport de l'ONU) en direction de certains alliés peu recommandables de la France, trafic de diamants, etc. La brutalité du régime, responsable du massacre de centaines d'opposants en 1999 (1), était telle qu'elle avait conduit l'Europe à imposer des sanctions au Togo en dépit de l'opposition française (de gauche et de droite: parmi les défenseurs les plus connus du régime Eyadema, il y a Rocard et c'est sous Mitterrand que furent envoyées des troupes françaises à sa rescousse).

Résultat: en 2004, 68% de la population togolaise vivait en dessous du seuil de pauvreté, alors que la fortune personnelle d'Eyadema était estimée à 4,5 milliards de dollars, soit plus de trois fois la dette extérieure du Togo (1,4 milliards de dollars en 2002).

Dès la mort d'Eyadema connue, les militaires portaient au pouvoir son fils Faure Gnassingbé (qui avait la charge de gérer la fortune familiale), écartant le président du Parlement qui aurait dû assurer la continuité du pouvoir. Recrutée dans l'ethnie du Président, la petite armée togolaise, encadrée par des conseillers militaires français, a depuis longtemps été purgée de tout élément non fidèle au clan régnant et elle était le rempart fidèle de celui-ci: elle l'a démontré par des raids meurtriers dans les quartiers populaires de Lomé lorsque éclataient des manifes-

( Suite en page 3 )

## Tsunami

### Le véritable coupable c'est le capitalisme

Claude Allégre, ancien ministre et ancien scientifique, et toujours un cacique du PS, vient d'affirmer que l'homme n'était pour rien dans la catastrophe; celle-ci démontrerait selon lui la fausseté de l'idéologie écologiste (!) qui rend l'homme responsable des dommages naturels et rappellerait qu'il faut mener en permanence un combat contre la nature. Comme tout le monde il a salué aussi le fait nouveau de la «mondialisation de la solidarité» que la catastrophe du tsunami aurait entraînée.

Il faut tout d'abord souligner que:

**1. La campagne de charité a eu un écho exceptionnel dans les grands pays capitalistes parce que cette catastrophe a touché des touristes de ces pays.**

Cette région est devenue un lieu de destination touristique de masses petites-bourgeoises (ou bourgeoises) importantes des grands pays capitalistes. La Thaïlande est de le deuxième pays plus visité d'Asie et elle essaye de développer un tourisme «haut de gamme» plus rémunérateur que le traditionnel tourisme sexuel; mais le pays reste bien semble-t-il l'un des bordels de l'Asie, la prostitution étant souvent la seule issue pour les filles des campagnes misérables (dans l'île de Phuket il y aurait 20 000 prostituées

des deux sexes). Sans la mort de milliers de ces touristes, la catastrophe n'aurait pas eu autant d'impact. Qui se souvient du grand tremblement de terre en Chine qui a fait 700.000 morts en 1976? Les centaines de milliers de morts du SIDA et autres épidémies dans les pays du tiers-monde causent-ils autant d'émotion?

Parler donc de «mondialisation de la solidarité» est une farce.

**2. Pas une catastrophe naturelle, mais sociale.**

Bien entendu ce n'est pas le capitalisme qui a provoqué le tremblement de terre, mais un pareil tremblement n'aurait pas causé autant de morts il y a 50 ou 100 ans: c'est le développement capitaliste qui a concentré la population sur les rivages (développement des activités commerciales maritimes, de la pêche industrielle) alors qu'autrefois ces zones étaient peu densément peuplées; si les tsunamis sont assez peu fréquents dans certains pays, il faut se souvenir qu'un tsunami de même intensité a eu lieu il y a plus d'un siècle (et d'autres, moins violents et moins étendus à des dates plus rapprochées): mais pour le capitalisme, inévitablement orienté toujours plus sur le court terme (nécessité de rotation la plus rapide de capital oblige!), c'est une durée impossible à prendre en

compte! Les sociétés non-capitalistes avaient une **mémoire plus longue**: les peuplades primitives de certaines îles se sont réfugiées sur les hauteurs aux premiers signes annonciateurs du tsunami, alors que par exemple les habitants de certaines villes indonésiennes se sont précipitées pour ramasser le poisson laissé par la mer se retirant avant le tsunami ou que les touristes regardaient tranquillement arriver la vague qui allait les emporter...

Le développement du tourisme dans les dernières années a entraîné une prolifération de constructions en bord de mer (y compris dans des zones prises sur la mer), et accéléré la destruction des obstacles naturels aux tsunamis existant dans certains endroits (des mangroves au récifs).

Bref, selon un spécialiste suisse qui a vécu longtemps en Thaïlande et Indonésie: «si ce phénomène naturel a pris la forme d'un cataclysme, c'est parce que les hommes sont installés aujourd'hui dans des endroits où ils ne devraient pas vivre» (Bangkok Post, cité par «Courrier International» du 6/1), ou, comme le disait un expert de l'ONU cité par «Le Monde» du 8/1, il n'y a pas de catastrophes naturelles, mais **seule-**

( Suite en page 2 )

## La laïcité, un principe bourgeois (1)

*Tous les partis politiques, ou presque, de la gauche à la droite, fêtent le centenaire de la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat; les partis de gauche, bien sûr, qui voient dans la laïcité une conquête socialiste arrachée de haute lutte à la réaction; mais aussi Chirac pour qui cette loi est un des socles fondateurs de la République, mais aussi... le Vatican qui se félicite de la neutralité équilibrée qu'elle a instaurée! Si la lutte contre le cléricalisme et la religion a été une des tâches de la révolution bourgeoise que les prolétaires (ou leurs prédécesseurs) ne pouvaient pas ne pas reprendre, elle a été par la suite utilisée par la bourgeoisie comme une diversion à la lutte des classes et comme une des voies de la collaboration des classes: c'était là le rôle particulier du parti radical, alors parti bourgeois d'extrême gauche, pour faire obstacle à la constitution du parti de classe.*

### L'ECOLE DE JULES FERRY, ÉCOLE DE LA BOURGEOISIE

L'action de Jules Ferry en tant que ministre de l'Instruction publique à partir de 1879 lui vaut sa réputation de fondateur de l'institution scolaire moderne, de «l'école libératrice» combattant l'obscurantisme et dispensant aux opprimés le savoir indispensable à leur émancipation.

Il n'est pas difficile de voir ce que cache cette réputation soigneusement entretenue par la gauche patriote-laïcarde qui veut qu'à chaque lutte dans l'Enseignement, le nom de Jules Ferry soit invoqué: l'institution d'un **dispositif de domination** du prolétariat et des couches dominées de la population en général. Il s'agit d'ailleurs plutôt du perfectionnement ou du parachèvement de ce dispositif sous sa forme laïque. L'instauration d'une école d'Etat date en réalité de la monarchie de juillet; dès 1850, près des trois-quarts des enfants de 6 à 13 ans sont scolarisés

et ils sont plus de 80% quand Jules Ferry prend ses fonctions; après l'instauration des lois laïques, on constate même un certain recul de la fréquentation scolaire, en raison essentiellement de la tolérance du travail saisonnier des élèves dans l'agriculture: ce n'est en fait que près d'un demi-siècle après Ferry que sera réalisée vraiment la scolarisation de tous les enfants.

\* \* \*

Après la Commune la crainte de voir l'enseignement des classes populaires tomber sous des influences anti-bourgeoises prédominait encore plus qu'à l'habitude chez les bourgeois; mais, contrairement à leurs prédécesseurs de l'après-révolution de 1848, les hommes politiques les plus clairvoyants de la bourgeoisie étaient devenus bien conscients de ce que disait Félix Pécaut (futur inspecteur général de l'Instruction publique sous Ferry) lors de la semaine sanglante: «Si vous voulez une saine domination des clas-

*Autre exemple, la Franc-maçonnerie, institution type de la lutte anticléricale, était une puissante machine de corruption interclassiste des dirigeants ouvriers, au point que l'Internationale communiste dut déclarer que l'appartenance à cette organisation ou à la Ligue des Droits de l'Homme était un motif d'exclusion du parti communiste.*

*Aujourd'hui la laïcité et l'anticléricisme ont perdu tout l'éclat qu'ils pouvaient encore conserver il y a cent ans et contre lequel bataillaient les socialistes marxistes. Ils sont cependant encore vénérés et propagés, outre les grands partis bourgeois et les institutions étatiques de la justice et de la police, par des forces qui se disent «ouvrières» et «communistes». C'est pourquoi une brochure est en préparation sur ce thème. Nous donnons ci-dessous de larges extraits de l'un des articles.*

*ses supérieures, il ne faut pas fusiller le peuple mais l'instruire» (1).*

Dans un célèbre discours-programme sur «l'égalité d'éducation» prononcé en 1870, Jules Ferry avait ainsi déclaré qu'il faut «faire disparaître la dernière, la plus redoutable des inégalités qui viennent de la naissance, l'inégalité d'éducation. (...) Avec l'inégalité d'éducation je vous défie d'avoir jamais l'égalité des droits, non l'égalité théorique, mais l'égalité réelle; et l'égalité des droits est pourtant le fond même et l'essence de la démocratie. (...)

*Enfin dans une société qui s'est donnée pour tâche de fonder la liberté, il y a une grande nécessité de supprimer les distinctions de classe (...). Or, Messieurs, je vous défie de faire jamais de ces deux classes une nation égalitaire, une nation animée de cet esprit d'ensemble et de cette confraternité d'idées qui font la force des vraies démocraties.*

( Suite en page 5 )

## Tsunami

# Le véritable coupable c'est le capitalisme

( Suite de la page 1 )

ment des catastrophes sociales.

**3. Pas une catastrophe de la «misère» et du «sous-développement», mais une catastrophe du capitalisme.**

Selon les médias la cause principale de la catastrophe serait le manque de systèmes de prévisions que ces pays seraient trop pauvres pour se payer, à la différence de pays riches comme le Japon, les Etats-Unis, etc. Des systèmes de prévision ne coûteraient pourtant pas trop cher et le Japon, relayé par l'ONU et d'autres pays ont déclaré qu'ils étaient prêts à aider à mettre en place un tel système (c'est-à-dire à vendre des installations et équipements).

Il faut savoir que dans cette région, en dépit de la pauvreté des pays, il existe un système international d'alerte aux typhons qui fonctionne correctement pour prévenir les navires (en tout cas les navires commerciaux et les grandes flottes de pêche: qu'en est-il des bateaux de pêcheurs artisanaux?).

Si on regarde comment les choses se sont passées, on constate que l'information d'un risque de tsunami existait (à part les régions à proximité immédiate où de toutes façons les systèmes projetés n'auraient rien changé).

La presse de Malaisie s'est ainsi indignée que à Penang, zone balnéaire du pays, les directions des grands hôtels, apprenant qu'un tremblement de terre venait de se produire en Indonésie, ont fait évacuer leurs clients des plages, par crainte d'un tsunami. Mais personne n'a songé à avertir les touristes locaux présents sur les plages publiques: les seuls victimes ont été ceux-ci alors qu'il n'y en a eu aucun parmi les riches touristes (principalement, mais pas uniquement, étrangers) («Courrier International», 6/1).

En Inde, la presse a signalé de graves «dysfonctionnements» dans la transmission (ou plutôt la non transmission) de l'information que possédait les centres de météo, et elle a critiqué la lenteur légendaire de la bureaucratie indienne. Cependant, il semblerait que les autorités aient pu mettre à l'abri des bateaux dans des ports de commerce; cette information est à vérifier, mais il est certain qu'elles ont essayé de prévenir une base militaire en construction en bord de mer dans l'Etat du Tamil Nadou, sans y réussir car il n'y avait pas de téléphone satellitaire dans cette base. Mais elles n'ont fait aucun effort pour prévenir les populations! La lenteur de la bureaucratie concerne avant tout le sort des populations et des masses prolétariennes...

En Thaïlande, les services de la météo, au courant du tremblement de terre indonésien ont renoncé à déclencher une alerte au tsunami en pleine saison touristique (un responsable a affirmé qu'il avait prévenu les télévisions, mais que c'était celles-ci qui n'avaient pas diffusé l'information): il y a quelque temps les responsables de ces services avaient été licenciés car l'alerte s'était révélée fautive, et elle avait déclenché la fureur de l'industrie touristique. Les intérêts de ce secteur économique sont déterminants dans la transmission de l'information.

Au Kenya, l'information a été diffusée à Mombasa et les touristes ont quitté les plages de cette ville balnéaire, mais pas, semble-t-il, auprès de la population vivant sur les côtes et où il y a eu des victimes (relativement peu car la population y est peu dense et le tsunami était affaibli).

Le centre américain de Hawaï avait détecté le tremblement de terre et au bout d'une demi-heure il avait envoyé un signal d'alerte. Les bases militaires US de ce secteur ont été prévenues, ainsi que, selon les affirmations du centre, les pays riverains.

D'autre part, ces pays sont relativement développés: l'Inde est une puissance nucléaire, elle possède un programme spatial, elle investit dans le développement d'une flotte de combat, elle est la deuxième géant

de l'Asie; elle a donc les moyens nécessaires d'investir dans les installations les plus sophistiquées. La Thaïlande est l'un des «tigers» de l'Asie; si le tourisme - et notamment le tourisme sexuel! - a été il y a quelques décennies l'une des branches moteur de son développement économique, elle a aujourd'hui une économie diversifiée (industrie pharmaceutique, automobile, etc.). Surtout les grandes entreprises du tourisme mondial sont aujourd'hui parmi les plus gros investisseurs dans ce domaine: c'est le capitalisme international ultra-développé qui a construit des marinas et des hôtels 5 étoiles à Phuket!

Ce que tout cela démontre, c'est que le problème n'est pas la pauvreté technique (manque de systèmes de prévisions) ou la pauvreté tout court, mais la nature de classe de ces Etats: ces pays sont des **pays capitalistes**, pour qui le sort des populations et surtout des masses prolétariennes passe toujours après le sort des intérêts capitalistes.

Les médias ont abondamment décrit, par contraste avec l'imprévoyance générale existant dans ces pays, les systèmes sophistiqués de prévention et d'alerte existant au Japon. Ce pays étant régulièrement le siège de tremblements de terre, la bonne marche du capitalisme exige une politique de prévention efficace; mais le capitalisme, même au Japon, restant le capitalisme, on a aussi appris que dans la région de Tokyo, qui doit selon les scientifiques être inéluctablement le siège d'un grand tremblement dans les années qui viennent, 70% des entreprises ne respectent pas les consignes obligatoires de prévention!

Si l'on regarde nos pays, riches et développés par rapport aux pays du sud asiatique on peut se demander quelles sont les mesures de prévention existantes pour parer à des catastrophes comme celle de Messine au début du siècle (des dizaines de milliers de morts), voire celle de Lisbonne il y a 3 siècles: un tsunami semblable à celui d'alors feraient aujourd'hui énormément plus de victimes au Portugal, en France et en Grande-Bretagne. Mais jamais le capitalisme, même dans nos pays riches, assumera le coût de la prévention de telles catastrophes.

**4. La charité, continuation de la politique par d'autres moyens.**

La position réformiste par rapport à la campagne de «solidarité» - en fait: «charité» - a été bien exprimée par «Lutte Ouvrière», dénonçant la faiblesse de l'aide des Etats quand on la compare avec ce qu'ils dépensent par exemple dans les guerres et affirmant: «heureusement que de telles organisations [ONG, etc.] existent, pour pallier ce que ne font pas les Etats».

Les aides officielles sont en effet faibles dans l'absolu et en partie fictives: il s'agit d'abord de promesses d'aide (et parfois de prêts) censés s'étaler sur plusieurs années. C'est ainsi que les Allemands, détrônés du rang de premier contributeur par les Australiens, répliquent en expliquant que les promesses australiennes s'étendent sur une durée de 5 ans, contre 3 seulement pour l'Allemagne. Tous les pays additionnent dans le montant de leur aide les frais de déplacement de leurs secouristes, y compris la solde des militaires qui y sont envoyés et aussi, pour les pays européens, une part de l'aide déboursée par la Commission européenne. Une partie des promesses ne se concrétisera jamais, comme cela est la règle habituelle: selon l'ONU la communauté internationale avait promis plus d'un milliard de dollars à l'Iran après le tremblement de terre: un an plus tard seuls 11 millions de dollars avaient été déboursés!

Mais surtout on voit à l'évidence les appétits et les rivalités impérialistes à l'oeuvre derrière le masque de la «solidarité humaine»: il y a eu entre les grands pays à une véritable course aux promesses de dons et d'aides.

Les Etats-Unis ont d'abord fait un faux

pas avec des promesses d'aide très faibles. Piqués au vis par les accusations de pingrerie, les responsables américains ont répliqué en attaquant l'aide extérieure de la France (derrière la France, c'était l'engagement des impérialismes européens anti-américains qui était visé), puis en essayant de mettre sur pied une «coalition de volontaires» sur le modèle de la guerre en Irak, enfin en déclinant leurs promesses d'aide, en envoyant sur place leur flotte se trouvant dans l'Océan indien, bref en se mettant à la tête de l'organisation des secours. Ce n'est pas un hasard que cette flotte se soit disposée en Indonésie: les responsables US eux-mêmes ont déclaré que c'était une occasion pour les Américains de renforcer leur influence dans ce pays (et dans la région) et la région au large de laquelle se trouvent ces bateaux est une zone importante d'extraction de gaz naturel par les grandes sociétés US (Exxon extrait la plus grosse partie du gaz naturel qu'elle produit dans le monde de Banda Aceh).

La Chine a voulu montrer sa présence en fournissant, pour la première fois, de l'aide à des pays tiers, tandis que l'Inde a voulu montrer sa puissance en refusant toute aide étrangère et en proposant au contraire son aide à d'autres pays. La Thaïlande a refusé tout moratoire de sa dette pour montrer sa force économique.

Le Japon se devait d'être le plus gros fournisseur d'aide dans une région où il est le plus gros investisseur. Les impérialismes européens ont voulu profiter de l'occasion pour avancer leurs pions; l'Allemagne est ainsi devenue un moment le premier donateur, avant d'être dépassée par l'Australie qui a des ambitions dans la région.

La France, moins riche, a comme à son habitude voulu compenser sa faiblesse relative par un activisme diplomatique et le bluff pur et simple. Son Ministre des Affaires étrangères a été le premier à se rendre au Sri Lanka et d'autres pays tandis que le ministre de l'Intérieur affirmait, avant d'être sèchement démenti par la Commission européenne, que la France était chargée de coordonner l'aide européenne en Asie. Elle a envoyé 2 navires de guerre faire acte de présence en Indonésie (des navires spécialisés dans la guerre anti-sous-marins!) qui sont comptabilisés dans ce que la presse appelle «le dispositif militaire français d'aide aux victimes»! Histoire d'embêter les Etats-Unis qui l'ont obligé de lâcher une grosse partie de la dette irakienne, Chirac a lancé l'idée d'un moratoire de la dette de ces pays. L'Espagne a décidé d'envoyer un navire militaire en Indonésie - qui arrivera peut-être dans un mois!

La charité organisée par les pays impérialistes, directement ou par les relais d'ONG qui sont, à des degrés divers sans doute, des instruments de leurs Etats, n'est en dernière analyse orientée que vers la défense ou l'accroissement de leur influence.

Dans les pays touchés le secours aux victimes et l'aide internationale sont utilisés à des fins politiques: au Sri Lanka, en dépit des accords en vigueur de cessez-le-feu le gouvernement conditionne l'aide aux régions tamoules rebelles à la venue dans ces régions de l'armée régulière qui en avait été chassée; il a interdit aux représentants de l'ONU de se rendre dans ces régions. De son côté les indépendantistes tamouls obligent les secours internationaux à passer par les canaux des organisations qu'ils contrôlent. En Indonésie, le gouvernement a demandé le départ rapide des troupes étrangères et veut introduire des troupes loyalistes, officiellement pour protéger les personnels humanitaires, mais évidemment en réalité pour profiter de la catastrophe pour écraser les indépendantistes contre lesquels il mène une guerre larvée depuis des années qui a fait plus de mille morts.

**Charité-busines:** Les Organisations Non Gouvernementales sont en fait des **entreprises** comme les autres, avec du personnel bien payé (à Kaboul comme hier à Phnom Pen, les richards qui font les envies de la population misérable sont les salariés expatriés des ONG), à la recherche de marchés

fructueux: récemment une ONG française se lamentait qu'elle avait perdu un contrat de l'ONU pour mettre en oeuvre une opération qu'elle avait planifiée au profit d'ONG anglosaxonnes soutenues par les autorités américaines et anglaises. Médecins Sans Frontières a déclenché un tollé lorsqu'elle a demandé qu'on arrête de lui envoyer de l'argent parce qu'elle ne pouvait pas faire plus que ce qu'elle faisait (les dirigeants de MSF ont affirmé que c'était une «question d'honnêteté», ils ont affirmé qu'il n'y avait aucun risque d'épidémie, et ils ont dénoncé comme étant de la «pornographie» les campagnes de mobilisation de la charité publique). Les autres ONG ont dit qu'il s'agissait d'une réaction d'une organisation riche et que eux avaient besoin de dons; cette position de MSF (qui aime bien jouer les moralistes francs-tireurs) a été condamnée y compris par le gouvernement français qui comme tous les gouvernements a poussé à la campagne de charité.

**5. La charité n'est pas la solution aux misères des populations locales.**

Si la catastrophe a des racines sociales, la charité même la mieux intentionnée, même celle qui arrivera aux victimes et ne sera pas détournée d'un façon ou d'une autre ou utilisée à d'autres fins, ne pourra être au mieux qu'un palliatif. Les spécialistes de l'aide humanitaire disent eux-mêmes que la majorité des victimes sont sauvées par les populations locales et non par une aide extérieure qui arrive toujours avec un certain délai et en quantité inévitablement minime.

Si nous sommes en présence d'Etats bourgeois pour qui le sort des prolétaires est en temps normal secondaire, il en sera de même en temps de crise. Pour améliorer leur sort ou pour se défendre les prolétaires et les masses déshéritées ne peuvent compter de façon sûre que sur leur mobilisation et leurs luttes, en temps normal comme en temps de crise. Une catastrophe ne fait pas disparaître les différences sociales et les antagonismes entre les classes, elle les **exacerbe**. Pour que les secours, l'action des services d'Etat ou l'éventuelle aide extérieure soit dirigée de la manière la plus adéquate vers les populations qui en ont le plus besoin, il faut que ces populations puissent se mobiliser - ce qui est en général difficile étant donné le choc qu'elles ont subi s'il n'existe pas auparavant un minimum de tradition et d'organisation de lutte.

Le réformisme (dans ce cas, les trotskystes de la LCR) appelle à une «solidarité dans la durée» et appuyée par les organisations populaires pour la reconstruction des pays. Mais la reconstruction se fera selon les mêmes orientations que la construction, c'est-à-dire selon les orientations capitalistes qui ont causé la catastrophe, tant que les prolétaires n'auront pas eu la force d'entrer en lutte contre le capitalisme.

La véritable solidarité avec les masses victimes de la catastrophe doit se baser sur la compréhension qu'elles ont été victimes du capitalisme: c'est-à-dire que la **véritable solidarité** est toute différente de la charité (qui ne coûte rien et sert à se donner bonne conscience): elle implique la **reprise de la lutte de classe contre le capitalisme**, contre les Etats bourgeois et non l'union avec ces Etats bourgeois et la confiance dans ce capitalisme pour prévenir les catastrophes et en surmonter les effets.

**6. La charité est un puissant moyen de paralyser la lutte de classe et de renforcer le capitalisme qui est le véritable responsable de toutes les catastrophes.**

Organisée avec toute la force des médias et des organisations étatiques, la campagne de charité avait objectivement un clair but de classe: solidariser les prolétaires avec leur Etat, leur faire croire que l'union interclassiste est une nécessité pour répondre aux grandes crises et que le capitalisme a réponse à tout. L'Europe a organisé la grotesque mascarade de 3 minutes de silence, le gouvernement français a demandé aux enseignants d'endoctriner les enfants, etc. «Tous solidaires» était le slogan d'une des grandes chaînes de télé (A2); mais la voie de cette solidarité interclassiste est la voie de l'im-

## Impérialisme français, bas les pattes du Togo!

( Suite de la page 1 )

tations contre le régime.

Devant les protestations internationales, et tout en mettant ses troupes présentes en Afrique en état d'alerte, Paris appelait au respect de la Constitution togolaise. Cela ne lui était pas difficile car cette constitution a été rédigée et amendée par des experts français (notamment le giscardien Debbasch, ancien doyen de la faculté de Droit d'Aix qui était venu en toute hâte donner un habillage juridique au transfert du pouvoir) de façon à conforter le mieux possible le pouvoir en place! Mais les manifestations de rue de dizaines de milliers de personnes, durement réprimées, et la pression diplomatique des pays africains (et des Etats-Unis, pas mécontents de se présenter en recours contre la domination française!), ont contraint les autorités à esquisser un semblant de recul. Elles ont annoncé qu'une élection présidentielle devrait avoir lieu prochainement, et Faure Gnassingbé devrait démissionner pour remettre l'intérim entre les mains du président du parlement comme le prévoyait la constitution. Mais il n'y aucune illusion à avoir; le régime a déjà organisé à plusieurs reprises des élections, honteusement truquées même si les «observateurs» français (y compris lors de la dernière fois en 2003, des apparentés PCF comme un ancien dirigeant de SOS Racisme) (2) déclaraient le contraire, il fera la même chose demain, avec l'aide des impérialistes. Ce n'est pas par des élections démocratiques que tombera le régime dictatorial; et si par extraordinaire l'opposition arrivait au pouvoir, elle a déjà déclaré par la bouche de Gilchrist Olympio (le fils du président assassiné) que la France resterait son partenaire privilégié: elle signifie de cette façon qu'elle respecterait la domination impérialiste. Ce n'est que contrainte et forcée que la bande mafieuse au pouvoir lâchera prise; ce n'est que sous la pression directe des masses que l'impérialisme français criminel relâchera son étreinte sur sa néocolonie.

La pieuvre impérialiste doit être abattue en son centre: Il revient aux prolétaires d'ici d'apporter une aide décisive aux opprimés africains qui se heurtent à l'impérialisme français et à ses créatures; non pas en faisant confiance aux institutions démocratiques ou aux partis sociaux-impérialistes, mais en retrouvant le chemin de la **lutte de classe intransigeante** contre le capitalisme.

**Impérialisme français, bas les pattes du Togo! Troupes françaises, hors d'Afrique! Vive la solidarité internationale des prolétaires!**

27.02.2005

(1) Voir «Le Prolétaire» n°450 (août-oct. 1999) - (2) Voir «Le Prolétaire» n°468 (août-sept. 2003)

### Tsunami ...

puissance du prolétariat à résister aux méfaits du capitalisme dont il est **toujours la première victime** - en cas de tsunami exceptionnel comme tous les jours sur les lieux de travail.

C'est l'objectif du capitalisme d'empêcher le prolétariat de se rendre compte qu'il a des intérêts distincts et irréconciliables avec les autres classes, qu'il doit renverser le capitalisme s'il veut en finir avec les catastrophes. Le prolétariat doit **rompre la solidarité** avec son Etat, avec sa bourgeoisie, pour devenir solidaire des prolétaires de tous les pays contre le capitalisme. Le renversement du capitalisme, que lui seul peut accomplir, est la seule solution véritable pour protéger l'humanité des catastrophes.

Pour contrôler et dominer la nature - et pour vivre en harmonie avec elle - ce n'est pas la nature qu'il faut combattre en permanence, mais le capitalisme!

## Depuis les indépendances Quarante ans d'interventions militaires françaises en Afrique

Nous reproduisons ci-dessous un décompte **officiel** des interventions françaises (auxquelles il faudrait ajouter les interventions des services spéciaux). Certaines de ces «interventions» sont indiquées comme faites «à l'appel du gouvernement». C'est reconnaître que d'autres sont faites **sans** ou **contre** la volonté des gouvernements reconnus...

**1962**

Sénégal : opération de maintien de l'ordre par des troupes françaises à la suite d'une tentative de coup d'État contre le président Léopold Sédar Senghor.

**1964**

Gabon : des unités parachutistes françaises débarquent à Libreville après l'enlèvement du président Léon M'Ba.

**1968-1972**

Tchad : à l'appel du président François Tombalbaye, des troupes françaises débarquent à Fort Lamy (aujourd'hui N'Djamena) pour participer à la lutte contre la rébellion du Tibesti.

**1977**

Zaïre : lors d'une rébellion au Shaba (sud du pays), Paris établit, à la demande du président Mobutu Sese Seko, un pont aérien entre Rabat et Kolwezi pour le transport de troupes marocaines.

Mauritanie : après la capture de ressortissants français au Sahara occidental par le Front Polisario, le gouvernement français envoie en Mauritanie des avions ravitailleurs et Jaguar (opération Lamentin).

**1978**

Tchad : (opération Tacaoud) la France envoie environ 2 000 hommes et des avions de combat Jaguar à la suite de la détérioration de la situation intérieure. Les troupes quitteront le pays en 1980.

Zaïre : à l'appel du gouvernement zaïrois, 600 parachutistes français sautent sur Kolwezi, lors de la seconde guerre du Shaba, afin de rapatrier les 2 700 ressortissants européens menacés.

**1979**

Centrafrique : intervention de parachutistes français (opération Barracuda) ; l'empereur Jean-Bedel Bokassa est déposé.

**1983-1984**

Tchad : l'opération Manta, à l'appel du président Hissène Habré, après l'intervention libyenne aux côtés des partisans de Goukouni Oueddeye, mobilise jusqu'à 3 000 hommes.

**1986**

Tchad : l'opération Épervier commence par un raid aérien contre la piste libyenne

d'Ouadi-Doum, au nord du Tchad, et se poursuit par la mise en place d'un dispositif essentiellement aérien concentré à N'Djamena.

Togo : 150 parachutistes et quatre avions Jaguar sont envoyés à la suite d'une tentative de coup d'État contre le président Gnassingbé Eyadéma.

**1989**

Comores : quelque 200 soldats français débarquent après l'assassinat du président Ahmed Abdallah et la prise de contrôle du pays par les mercenaires de Bob Denard, chef de la garde présidentielle. Bob Denard est contraint de partir.

**1990**

Gabon : des troupes sont envoyées à Libreville et Port-Gentil en renfort du dispositif militaire français, à la suite de graves émeutes. Les Français évacuent quelque 1 800 ressortissants étrangers.

**1990-1993**

Rwanda : la France envoie jusqu'à 600 soldats après l'offensive lancée par les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) dans le nord-ouest du Rwanda. Ces militaires participent à l'évacuation de ressortissants européens (opération Noroît).

**1991**

Zaïre : après de violentes émeutes, 450 militaires français participent à une opération d'évacuation de ressortissants français.

Djibouti : après la chute du régime éthiopien et devant l'afflux de réfugiés, la France renforce son dispositif. L'opération Godoria, à caractère militaire défensif, est doublée d'une action humanitaire.

**1992-1994**

Somalie : la France envoie jusqu'à 2 500 hommes dans le cadre de l'opération multinationale Restore Hope (Rendre l'espoir), puis de celle des Nations Unies (Onusom II), pour venir en aide aux populations.

**1994**

Avril - Rwanda : quelque 500 parachutistes évacuent un millier de ressortissants français et étrangers, après la mort du président rwandais Juvénal Habyarimana et les massacres qui ont suivi (opération Amarylis).

Juin-août - Rwanda : l'opération militaire-humanitaire Turquoise mobilise jusqu'à 2 500 soldats français ainsi que plusieurs contingents africains dans le Sud-Ouest du pays et dans les camps de réfugiés dans l'Est du Zaïre (devenu République démocratique du Congo - RDC en 1997).

**4 octobre 1995**

Comores : un millier d'hommes partici-

pent à l'opération Azalée, mettant fin au coup d'État du mercenaire Bob Denard contre le président Saïd Mohamed Djohar.

**18 mai 1996**

Centrafrique : deux interventions de l'armée française à Bangui à la suite de mutineries d'une partie de l'armée. 2 300 soldats français sont mobilisés dans la deuxième opération baptisée Almandin 2.

**1997**

5 janvier - Centrafrique : après l'assassinat de deux militaires français, Paris effectue une opération de représailles - qualifiée de «légitime défense» - contre des mutins centrafricains à Bangui. Une dizaine de rebelles sont tués au cours de cette troisième mutinerie en un an.

8-15 juin 1997 - Congo : quelque 6 000 ressortissants étrangers sont évacués de Brazzaville par 1 250 soldats français (opération Pélican). Un militaire français est tué et sept autres sont blessés.

Octobre - Congo : après la chute de Brazzaville et de Pointe-Noire aux mains des partisans de Denis Sassou Nguesso, quelque 80 étrangers, principalement des Français, sont évacués (opération Antilope).

**Août 1998**

Congo : mise en place à Brazzaville d'un dispositif militaire français (opération Malachite) pour faciliter le départ de 2 500 ressortissants étrangers de Kinshasa (RDC, ex-Zaïre).

**Janvier 1999**

Djibouti : mission Khor-Angar pour protéger Djibouti d'éventuels débordements du conflit entre l'Éthiopie et l'Érythrée par la mise en place d'une défense aérienne et maritime renforcée du port et de l'aéroport.

**Septembre 2002**

Côte d'Ivoire : alors que les tensions s'exacerbent, la France envoie des renforts pour assurer la sécurité des ressortissants français et étrangers sur place (opération Licorne).

**Mai-août 2003**

RDC : les soldats français constituent l'essentiel de la force multinationale d'urgence Artémis mandatée par l'ONU et déployée par l'Union européenne en Ituri, dans le Nord-Est de la RDC.

**Novembre 2004**

Envoi de nouveaux renforts en Côte d'Ivoire. Plus de 6000 soldats et gendarmes français y sont disposés, à côté des 4000 soldats de l'ONU commandés par le Sénégal.

( Source: La documentation française )

## Le 8 mars, journée prolétarienne et communiste

Au congrès de l'Internationale socialiste qui se tint à Copenhague en août septembre 1910, le 8 mars fut choisi, sur une proposition de Rosa Luxemburg et de Clara Zetkin, comme journée internationale des femmes prolétaires: il s'agissait donc d'une «fête» analogue au 1er mai. Et, comme le 1er mai, elle trouve son origine dans un épisode sanglant de la lutte de classe.

Deux années auparavant, en 1908, les ouvrières de l'usine Cotton, à New York, s'étaient mises en grève, et le patron avait riposté en les enfermant dans l'établissement. Le 8 mars, pour une raison inconnue, le feu ravagea l'usine, les ouvrières furent prises au piège et 129 périrent carbonisées.

Par la suite, le 8 mars devint une date importante dans la lutte de classe.

Le 8 mars 1917 (le 23 février selon le vieux calendrier russe), commence la révolution de février qui conduit au renversement du tsarisme, et voit la participation massive des ouvrières et des femmes prolétaires. Voici ce qu'en dit Trotsky, dans son *Histoire*

*de la Révolution russe: «En fait, il est donc établi que la Révolution de Février fut déclenchée par les éléments de base [...] et que l'initiative fut spontanément prise par un contingent du prolétariat exploité et opprimé plus que tous les autres - les travailleurs du textile, au nombre desquels, doit-on penser, l'on devait compter pas mal de femmes de soldats. La dernière impulsion vint des interminables séances d'attente aux portes des boulangeries. Le nombre des grévistes, femmes et hommes fut, ce jour là, d'environ 90.000 [...]. Une foule de femmes, qui n'étaient pas toutes des ouvrières, se dirigea vers la Douma municipale pour réclamer du pain [...]. La «Journée des femmes» avait réussi, elle avait été pleine d'entrain et n'avait pas causé de victimes».*

L'importance de l'apport des femmes à la révolution est confirmée par la Pravda du 18 mars, qui apporte ce témoignage: *«Les femmes étaient plus que jamais combattives, et pas seulement les travailleuses, mais aussi les masses de femmes qui faisaient la*

*queue pour le pain ou le pétrole. Elles organisèrent des meetings, se réunirent dans la rue et se dirigèrent vers la Douma municipale, pour demander du pain; elles arrêtaient les tramways: «descendez, camarades!» criaient-elles; elles allèrent ainsi devant les usines et les bureaux et firent cesser le travail. Ce fut dans l'ensemble une journée resplendissante, et la température révolutionnaire commença dès lors à monter.»* Le 19 mars, poursuit la Pravda, *«les femmes descendirent les premières dans les rues de Pétersbourg. Bien plus, à Moscou, ce sont elles qui décidèrent dans bien des cas du sort de la troupe. Elles entrèrent dans les casernes et convainquirent les soldats de passer du côté de la révolution. Aux temps désolés de la guerre, les femmes avaient enduré d'inimaginables souffrances. Affligées par le départ des leurs au front, préoccupées par les enfants qui souffraient de la faim, les femmes ne cédèrent pas au déses-*

( Suite en page 4 )

## Le 8 mars, journée prolétarienne et communiste

( Suite de la page 3 )

poir. Elles brandirent le drapeau de la révolution».

Le 8 mars entre donc dans la tradition de la lutte prolétarienne; il est indissolublement lié à des épisodes inoubliables de la lutte de classe.

\* \* \*

Aujourd'hui, après la tempête contre-révolutionnaire qui a détruit le parti révolutionnaire international du prolétariat et, en même temps, toutes les traditions prolétariennes, le caractère prolétarien et communiste du 8 mars est obscurci et déformé.

Depuis des années et des années, les Unions de Femmes liées aux partis nationaux-communistes fêtent cette journée au nom du progrès social dont nous jouirions, au nom des «conquêtes obtenues» et des lois approuvées au Parlement. Non pas journée de lutte mais de distractions, soirées dansantes, fêtes d'enfants, projections de films, journée de propagande réformiste. L'ONU elle-même fête le 8 mars avec une démagogie révoltante.

Les féministes de leur côté, célèbrent le 8 mars comme journée, non de la prolétaire, mais de la femme en général, ou mieux de la ménagère. Et pour faire leur cette journée elles doivent en altérer le sens; c'est ainsi que, selon elles, les femmes luttèrent dans la révolution russe pour le mariage civil, les lois sur l'égalisation des droits des enfants

légitimes naturels, sur le divorce, les congés de maternité, sur la libéralisation de la contraception et de l'avortement. Ce n'est pas vrai! Affirmer que les femmes russes luttèrent seulement pour cela, revient à ravalier leur lutte au simple niveau de revendications réformistes bourgeoises. Les prolétaires russes ne luttèrent pas seulement contre le mariage religieux ou l'infériorité juridique, mais contre tout l'ordre social existant qui déterminait aussi ces contradictions; elles ne luttèrent pas seulement pour l'égalité juridique et une série de droits, ou pire, pour un prétendu bien-être social, mais surtout pour contribuer à l'assaut contre le capital international en vue d'un ordre social différent; et de cela, les plus avancées étaient parfaitement conscientes. C'est pour cela qu'elles furent capables de supporter de durs sacrifices encore pendant des années, comprenant que ce qu'elles avaient obtenu sur le plan juridique n'avait pas résolu leurs problèmes, qui étaient liés à la structure encore capitaliste (quand elle n'était pas plus arriérée) de la société russe, mais avait simplement mis en évidence les racines de leurs maux.

En souvenir des ouvrières de New York, de Pétrograd et du monde entier, nous célébrons le 8 mars comme journée internationale de la femme prolétaire, journée prolétarienne et communiste. Et nous ne pourrions mieux faire que de publier dans ce journal un article de Lénine, du 4 mars 1921, consacré à la Journée internationale des travailleuses (Euvres, tome 32).

## La Journée Internationale des travailleuses

Le trait essentiel, fondamental du bolchevisme et de la Révolution d'Octobre, c'est d'amener à la politique ceux qui étaient le plus opprimés sous le régime capitaliste. Les capitalistes les étouffaient, les dupaient et les pillaient aussi bien sous la monarchie que dans les républiques bourgeoises démocratiques. Cette oppression, cette duperie, ce pillage du labeur populaire étaient inévitables tant que subsistait la propriété privée de la terre, des fabriques et usines.

L'essence du bolchevisme, du pouvoir soviétique est de remettre tout le pouvoir d'Etat entre les mains des masses laborieuses exploitées, en dévoilant la duperie et l'hypocrisie de la démocratie bourgeoise, en abolissant la propriété privée de la terre, des fabriques et des usines. Ce sont ces classes qui prennent en mains la politique, c'est-à-dire l'édification de la société nouvelle. C'est une œuvre difficile, les masses sont abruties et accablées par le capitalisme, mais il n'existe pas, il ne peut exister d'autre issue à l'esclavage salarié, à l'esclavage capitaliste.

On ne saurait amener les masses à la vie politique sans y attirer les femmes. Car en régime capitaliste, les femmes, la moitié de l'espèce humaine, sont doublement exploitées. L'ouvrière et la paysanne sont opprimées par le capital, et par surcroît, même dans les républiques bourgeoises les plus démocratiques, premièrement elles ne jouissent pas de tous les droits, car la loi ne leur confère pas l'égalité avec les hommes; deuxièmement, et c'est là l'essentiel, elles restent confinées dans l'«esclavage domestique», elles sont des «esclaves du foyer» accablées par les travaux ménagers, les plus mesquins, ingrats, durs et abrutissants, et en général par les tâches domestiques et familiales individuelles.

La révolution bolchevique, soviétique, coupe les racines de l'oppression et de l'inégalité des femmes de façon extrêmement profonde, comme aucun parti et aucune révolution du monde n'ont osé les couper. Chez nous, en Russie soviétique, il ne subsiste pas trace de l'inégalité des femmes par rapport aux hommes, au regard de la loi. Le régime des Soviets a totalement aboli l'inégalité odieuse, basse, hypocrite dans le droit matrimonial et familial, l'inégalité touchant l'enfant.

Ce n'est là que le premier pas vers l'émancipation de la femme. Aucun des pays bourgeois, même parmi les républiques les plus démocratiques, n'a osé faire ce premier pas. On n'a pas osé, par crainte de la «sacro-sainte propriété privée».

Le deuxième pas et le principal a été l'abolition de la propriété privée de la terre, des fabriques et des usines. C'est cela et cela seul qui fraye la voie de l'émancipation complète et véritable de la femme, l'abolition de l'«esclavage domestique» grâce à la substitution de la grande économie collective à l'économie domestique individuelle.

Cette transition est difficile; il s'agit de refondre l'«ordre de choses» le plus enraciné, coutumier, routinier, endurci (à la vérité, c'est plutôt une monstruosité, une barbarie). Mais cette transition est entreprise, l'impulsion est donnée, nous sommes engagés dans la nouvelle voie.

En cette journée internationale des ouvrières, on entendra dans les innombrables réunions des ouvrières de tous les pays du monde, saluer la Russie soviétique qui a amorcé une œuvre incroyablement dure et difficile, une grande œuvre universelle de libération véritable. Des appels galvanisant inciteront à ne pas perdre courage face à la réaction bourgeoise, furieuse, souvent même sauvage. Plus un pays bourgeois est «libre» ou «démocratique», et plus les bandes capitalistes sévissent avec fureur et sauvagerie contre la révolution des ouvriers; c'est le cas pour la République démocratique des Etats-Unis d'Amérique. Mais la masse ouvrière s'est déjà réveillée. La guerre impérialiste a définitivement éveillé les masses, endormies, somnolentes, inertes de l'Amérique, de l'Europe et de l'Asie arriérée.

La glace est brisée dans toutes les parties du monde.

L'affranchissement des peuples du joug impérialiste, l'affranchissement des ouvriers et des ouvrières du joug capitaliste avance irrésistiblement. Des dizaines et des centaines de millions d'ouvriers et de paysans, d'ouvrières et de paysannes ont fait progresser cette œuvre. Voilà pourquoi l'affranchissement du travail délivré de la servitude capitaliste triomphera dans le monde entier.

4 mars 1921. N. LENINE.

## LA GREVE CHEZ H&M

Mi-décembre, au Bourget, dans le seul entrepôt d'H&M en France, environ une centaine de prolétaires (soit le tiers de l'effectif) se sont mis en grève et ont bloqué l'accès unique du site, perturbant ainsi les affaires de ce groupe suédois leader mondial de la «mode à petit prix», juste avant les fêtes de fin d'année et la période des soldes.

Déjà, en 2000, un conflit social sur ce site avait permis aux travailleurs d'obtenir un 13<sup>e</sup> mois et une prime annuelle d'intéressement pour une période de 3 ans. Mais, en mars 2004, cette prime a été supprimée: on revenait à la période d'avant 2000 avec des salaires atteignant difficilement le SMIC (souvent inférieurs à 1 000 euros par mois). C'en était trop pour ces prolétaires surtout que, lors des nombreuses négociations, les syndicats n'avaient rien obtenu de leurs revendications à l'exception de 2 jours de congé par enfant malade et d'une augmentation de 0,10 € des tickets-repas pour les arrondir à 7 €. N'acceptant pas ces miettes microscopiques de la part d'une entreprise qui ouvre des boutiques comme des petits pains à travers le monde (1067 actuellement), et dont le chiffre des ventes a grimpé de 24 % pour le seul mois de novembre suite à une opération avec le couturier Lagerfeld, et connaissant le caractère stratégique de l'entrepôt qui alimente les 63 magasins français et 2 en Italie, le 13/12, à 9 h, ils se mettaient en grève.

Leurs revendications portaient notamment sur une augmentation de 11 % des salaires, gelés en contrepartie de l'obtention des primes en 2000 pour 3 ans également mais qui le sont évidemment restés ensuite; l'obtention d'un 14<sup>e</sup> mois comme le touchent leurs camarades en Suède et en Allemagne; contre l'augmentation des cadences en raison des points de vente toujours plus nombreux à approvisionner avec en conséquence la modification des horaires de travail (c'est-à-dire l'imposition d'horaires à la carte indissociables de la flexibilité); le poids des colis (notamment pour les femmes) et l'état et le manque de matériel. Pour augmenter la pression sur le patronat, ils se décidaient à bloquer l'entrée du site aux camions; ils réussissaient à empêcher le ravitaillement des magasins en se relayant par équipes et même en utilisant leurs propres véhicules après la tentative de passage en force d'un routier.

Mais la direction ne voulait évidemment pas céder et elle s'employait alors à mettre tout en œuvre pour triompher de ces prolétaires irrespectueux des lois de l'entreprise et du marché. Un bras de fer s'engageait, la direction affirmant refuser toute négociation tant que la grève continuait. Pour briser la grève elle organisait l'approvisionnement de certains de ses magasins par les entrepôts des pays frontaliers et mettait en place deux entrepôts sauvages en utilisant des non-grévistes; à partir du 24 décembre elle recrutait des intérimaires pour faire les jaunes. Au bout de quelques jours, alors que le PDG Melon demandait le licenciement des grévistes qui appelaient à tenir au moins dans un premier temps jusqu'au 06/01, la direction en appelait de nouveau au Tribunal pour que les grévistes soient condamnés et évacués par les forces de l'ordre. Le 24, alors que Melon refusait toujours un médiateur comme le souhaitait l'intersyndicale, le Tribunal de Bobigny donnait 3 jours aux grévistes pour évacuer le site, le juge des référés ne refusant l'usage des flics jusqu'à cette date que pour des raisons évidentes de période de fête qui ont un coût supplémentaire et posent des problèmes d'effectifs; il acceptera après cet ultimatum leur usage en prenant pour alibi une loi du Code du Travail qui permet au patronat d'attaquer l'Etat en justice comme responsable si le préfet refuse d'exécuter une telle décision. Le même jour, alors qu'on compte une dizaine de poids lourds abandonnés par leurs chauffeurs, la direction donne 76 noms de grévistes à assigner en référé pour «entrave à la liberté de circulation» (sic).

Le 28, les CRS sont lâchés. En 15 minutes, ils évacuent les grévistes en présence de Melon qui participe au démontage des tentes. Les grévistes appellent aussitôt à continuer la lutte par des opérations coup-de-poing pour obliger le patronat à négocier dès le 3 janvier. Et c'est évidemment cette date que choisit la Préfecture pour annoncer qu'elle assurera une médiation au grand bonheur des réformistes et des protestataires institutionnels comme le PCF; M.-G. Buffet en appelle à Lagerfeld (sic) pour «intervenir auprès de la direction en vue de renouer le dialogue entre les deux parties» («L'Humanité» du 28/12/4). Le 29, les grévistes, dont certains ont leur salaire bloqué depuis le 15/11, organisent des actions dans les magasins d'Ile-de-France ou à Rennes pour expliquer leur lutte aux employés travaillant dans ces boutiques ainsi qu'à la clientèle présente, tandis que les cadences infernales reprennent pour les non-grévistes, H&M voulant ravitailler au plus vite ses magasins afin qu'ils soient prêts pour la sacro-sainte grande esroquerie commerciale que sont les soldes.

Le 3 janvier la première négociation est un échec; les grévistes refusent les nouvelles miettes du patronat qui se résument à une faible augmentation de salaire, variable en fonction de l'ancienneté. Une nouvelle table ronde est alors demandée. Le 6, le Tribunal examine la demande de la direction d'infliger une amende aux grévistes qui perturberaient le bon déroulement de l'approvisionnement des magasins pendant les soldes et convoque les 76 de la liste du patronat celle-ci date, en fait, de la grève de 2000 et qui comprend des grévistes de l'époque non-grévistes cette fois, et des travailleurs absents pour divers motifs dont celui de ne plus être employés par l'entreprise! Finalement, le 7 janvier, lors d'une AG, la majorité des grévistes votent pour la reprise du travail après une lutte de 25 jours. La direction, de nouveau en position de force, accepte alors de renégocier.

Si, finalement, la négociation va permettre l'annulation de l'amende de 1 500 € (baptisée par la direction d'H&M «astreinte préventive») et une hausse de salaire de 7 % pour les salariés embauchés avant le 31/12/2, de 4 % pour les CDD et CDI présents depuis 2003 et de 1,8 % pour les autres, les 25 jours de grève ne seront pas payés et il n'y aura pas de 14<sup>e</sup> mois; de plus, deux problèmes subsistent: celui des jours de travail précédant la grève non payés pour certains et le sort de 3 grévistes syndiqués en cours de licenciement et toujours non réintégrés.

Le résultat du conflit est assez médiocre et donc loin d'être une victoire des grévistes qui «ont fait plier H&M» comme le chante la CGT dans un communiqué. Car le patronat a profité de cette grève pour mettre à bien son projet d'ouverture d'un second entrepôt dans le sud de la France avant le début du prochain semestre. L'augmentation des salaires va accentuer la division au sein du personnel puisque ce sont les plus anciens qui seront les plus augmentés (alors qu'il est bien entendu primordial que ce soit les plus bas salaires qui soient les plus augmentés afin de réduire la division des grilles salariales et c'est pourquoi toute augmentation au pourcentage doit être repoussée). De plus, comme 80 % des grévistes ont été embauchés après 2002, ce sont donc ceux qui ont lutté qui ont eu les hausses les plus faibles. Et puis, il y a eu de graves erreurs commises pendant le conflit comme celle, impardonnable, d'avoir laissé libre accès au site aux non-grévistes et de n'avoir pas tenté d'étendre le mouvement au niveau national voire hors des frontières au sein de l'entreprise ou chez des concurrents proches du site ou au Bourget en dehors d'H&M.

Il faut saluer ces prolétaires qui ont résisté 25 jours contre l'un des patronats leaders d'un secteur économique dont on connaît l'exploitation féroce subi par ses esclaves salariés, contre l'Etat bourgeois avec ses piliers que sont la police et la justice, et

**H&M ...**

contre les tentatives de récupération et de sabotage des éternels charognards que sont les réformistes, toujours assez puissants pour récupérer les fruits des luttes. Ils ont montré qu'on peut lutter et tenir malgré de faibles salaires, malgré la précarité avec toutes les conséquences que cela engendre au niveau du travail (turn-over, licenciements déguisés avec les fins de contrats non renouvelés...) comme au niveau de la lutte elle-même (H&M emploie de nombreux intérimaires, beaucoup de femmes seules, plus faciles à manier - au sein du prolétariat, les femmes sont avec les immigrés les plus touchées par la précarité -, et des étudiants

pendant les vacances), malgré l'acharnement de tous les ennemis de classe; la médiatisation notamment par la TV a joué son rôle en montrant ces prolétaires de Seine-Saint-Denis de façon à nourrir les clichés sordides mais utiles pour la propagande de classe de la bourgeoisie notamment en matière d'«insécurité».

Les prolétaires de l'entrepôt d'H&M ont montré le chemin que doivent suivre les prolétaires de tous âges, tous sexes, tout secteur économique, toute entreprise, toute origine, toute race, toute nationalité (la lutte contre le chauvinisme métropolitain est importante), toute religion (le 24, les Musulmans assuraient le piquet de grève pour que leurs collègues de lutte fêtent le réveillon),

sous toutes formes de contrats: celui de la lutte ouvrière qui permet l'«union grandissante» de tous les prolétaires, leur reconnaissance d'être une **classe**, aux intérêts distincts et opposés à ceux de toutes les autres classes et la prise de conscience de leur force dès lors qu'ils agissent sur le terrain de classe.

Les prolétaires doivent analyser et corriger leurs faiblesses et leurs erreurs, utiliser toutes les armes en leur possession que ce soit pour consolider et défendre la lutte, étendre le mouvement en rompant avec le collaborationnisme politique et syndical (et donc en refusant tout ce qui est «citoyen»), organiser la solidarité qui ne doit pas être platonique comme ce fut le cas lors de ce

conflit, se battre pour ses membres touchés par la répression, faire de la propagande chez les jaunes et les non-grévistes pour tenter d'étendre la lutte notamment vers les précaires - le prolétariat précaire étant le pivot du système aujourd'hui contrairement à cette fraction qui croit encore à l'emploi «garanti» - et hors du pays (point important dans le cadre d'une transnationale), etc.

Pour vaincre dans des conflits sociaux, les prolétaires devront apprendre des expériences de lutte immédiate passées, y compris des erreurs et des pièges tendus par les faux amis. C'est une nécessité pour mener la lutte de résistance contre le capitalisme avant de pouvoir demain l'ébranler jusque dans ses moindres fondements.

**Répression patronale à «Main Sécurité»****(AÉROPORT DE MARSEILLE MARIGNANE)**

Nous publions ci-dessous le texte d'un tract diffusé par un «comité de soutien» en défense d'un travailleur de «Main Sécurité» (entreprise de contrôle des bagages à l'aéroport de Marignane) qui est sous le coup d'une procédure de licenciement pour cause d'... «incompatibilité d'humeur». Les accusations invoquées par la Direction sont d'avoir insulté un délégué CGT du Comité d'Entreprise et d'avoir griffonné sur un avis du CE (en réalité ce n'était pas lui qui avait mis des zéros à chaque faute d'orthographe de cet avis; quant à l'incident avec cette déléguée, israélienne, il s'était limité à une question pour savoir si elle soutenait les Palestiniens à laquelle elle avait répondu qu'elle soutenait le Mossad) et d'avoir eu un différend avec un chef de poste. Ce que la direction ne pardonne pas en réalité à ce travailleur, ancien délégué du personnel, c'est en fait son attitude de défense militante des intérêts des prolétaires.

Pour ce qui est de la CGT, à laquelle il était adhérent, elle n'avait déjà rien fait lors d'une première mesure de licenciement, finalement refusée. Profitant alors de son absence forcée (le retrait du badge lui interdisant d'accéder aux locaux), elle n'a pas représenté sa candidature aux élections de Délégué du personnel, ce qui le privait du minimum de protection légale liée à ce statut. Elle n'a bien entendu pas fait la plus petite information auprès des travailleurs sur la nouvelle mesure qui le frappe - ne parlons pas d'organiser le moindre semblant de mobilisation! Déjà lors de la grève menée par les agents en 2000, les instances de l'UL CGT n'étaient apparues que pour faire cesser le mouvement.

C'est là une nouvelle démonstration de la nature foncièrement collaborationniste des grands appareils syndicaux et de la nécessité pour les travailleurs de rompre avec leurs méthodes et leurs orientations pour se réorganiser sur des bases classistes, s'ils veulent retrouver leur force face aux patrons et à l'Etat bourgeois.

**Non à la répression patronale à Main Sécurité !**

La direction de «Main Sécurité» a lancé une mesure de licenciement contre Gérard C. ancien délégué syndical et ancien délégué du personnel (DP), sous des arguments fallacieux d'«incompatibilité d'humeur» avec des chefs de poste. Les «fautes» que la direction donne comme motif de licenciement seraient :

- Avoir fait remarquer à un chef de poste (autoproclamé) qu'il avait commis une erreur de procédure concernant le passage des bagages à main dans le «RX».

- Avoir écrit des graffitis sur un panneau du C.E !

(Rappelons, que contrairement à ce qui est obligatoire, il n'existe pas de panneaux syndicaux et de délégués du personnel à Main Sécurité)

Au moment de ces prétendues fautes Gérard était «protégé» en tant qu'ancien délégué syndical ce qui, selon la loi interdit le licenciement, sauf pour fautes professionnelles graves. En outre, la loi stipule que les fautes sont prescrites au bout de deux mois s'il n'y a pas eu de procédure disciplinaire engagée avant. Or, la mesure de licenciement a été engagée bien plus de deux mois après ces «fautes».

**En plus du grotesque complet des causes invoquées, il n'y a donc aucune base légale à la mesure de la direction.**

La direction avait déjà l'année dernière déclenché une procédure de licenciement contre Gérard, alors délégué du personnel, sous le prétexte inventé de «diffamation». Mais la direction n'avait pu apporter aucun élément justifiant un tel fait. Alors, le Tribunal Administratif avait refusé le licenciement d'un délégué du personnel. Le véritable harcèlement de la direction envers Gérard s'explique en réalité parce que **celui-ci avait eu le tort impardonnable à**

ses yeux d'animer la lutte

**\*pour la reprise à 100 % du personnel lors du transfert.**

**\*pour la transformation des contrats à durée déterminée (CDD) en contrat durée indéterminée (CDI).**

Il s'agit donc purement et simplement d'un cas de **répression patronale** : Ce que la direction veut sanctionner, est l'attitude de défense des salariés qui devrait être l'attitude normale, non seulement de tout délégué du personnel, de tout syndiqué, mais aussi de tout travailleur qui n'accepte pas d'être un mouton docile devant l'arbitraire patronal. Ce licenciement dépasse donc un cas personnel. Il est :

**\*une mesure d'intimidation contre tous les agents,**

**\*une attaque contre toute velléité de lutte ( défense de leurs intérêts, leurs conditions de travail et de salaire, face à la direction qui se croit tout permis etc...).**

**La mobilisation de tous les agents peut faire reculer la direction.**

Les travailleurs de Carrefour du Merlan (situé dans les quartiers Nord de Marseille) firent grève fin octobre et obtinrent la réintégration d'un délégué syndical ; Celui-ci, avait précédemment été accusé mensongèrement, emprisonné, puis arbitrairement licencié par une direction particulièrement répressive. L'époque des patrons de droit divin est terminée quand les travailleurs ne se laissent pas faire !

**MOBILISONS -NOUS CONTRE LE LICENCIEMENT DE GERARD C. !**

**NON A L'ARBITRAIRE DE LA DIRECTION!**

Comité de soutien

**La laïcité, un principe bourgeois (1)**

( Suite de la page 1 )

ties, si, entre ces deux classes, il n'y a pas eu le premier rapprochement, la première fusion qui résulte du mélange des riches et des pauvres sur les bancs de quelque école». Pour mettre les points sur les i, il précisait:

*«Je ne viens pas prêcher je ne sais quel nivellement absolu des conditions sociales qui supprimerait dans la société des rapports de commandement et d'obéissance. Non je les supprime pas, je les modifie». C'est-à-dire?*

*«Ce que j'appelle le commandement démocratique ne consiste donc plus dans la distinction de l'inférieur et du supérieur; il n'y a ni inférieur ni supérieur; il y a deux hommes égaux qui contractent ensemble et alors, dans le maître et dans le serviteur, vous n'apercevez plus que deux contractants ayant chacun leurs droits précis, limités et prévus; chacun leurs droits et par conséquent chacun leur dignité».*

Cette **mystification démocratique** est au coeur de l'idéologie bourgeoise: les rapports d'exploitation, les distinctions et les conflits de classes, y sont remplacés par de simples contrats entre individus libres et égaux **en droit**. A défaut d'égalité **sociale**, les «inférieurs» sont gratifiés de la «dignité» démocratique: cela ne coûte rien...

Pour Ferry, «c'est l'absence d'éducation chez le prolétaire qui crée le sentiment et la réalité de l'inégalité», c'est pourquoi il faut qu'«une certaine éducation soit donnée à celui qu'on appelait autrefois un inférieur, à celui qu'on appelle encore un ouvrier, de façon à lui inspirer ou à lui rendre le sentiment de sa dignité» (2).

Plus tard, devenu ministre de l'Instruction publique, il déclarera:

*«Apprendre à l'ouvrier d'abord les lois naturelles avec lesquelles il joue dans l'exercice de son métier; mais lui apprendre également la loi sociale, lui faire découvrir les phénomènes économiques, lui donner des notions justes sur les problèmes sociaux, c'est en avancer beaucoup la solution. Ce qui n'était dans d'autres temps qu'une résignation sombre à des nécessités incomprises, doit devenir (...) une adhésion raisonnée et volontaire à la loi naturelle des choses» (3).*

Il ne s'agit pas seulement de donner aux ouvriers les connaissances scientifiques et techniques de base nécessaires à leur travail, mais aussi de les **éduquer**, c'est-à-dire de les former à accepter l'organisation sociale et leur position de classe: une fois **démocratiquement éduqués**, ils ne songeront plus à combattre les rapports d'exploitation capitaliste qui les écrasent, mais les trouveront aussi éternels et inébranlables que le cosmos!

Les futurs maîtres doivent recevoir un enseignement économique «parce que plus tard, ils auront la mission sacrée de montrer à ceux que les privations, la pauvreté exposent à toutes les tentations, que la constitution de la société n'est pas arbitraire, qu'on ne la modifie pas à volonté, que le capital et la propriété sont légitimes et nécessaires».

Car «si le socialisme, en effet, se présente sous un aspect séduisant, utopique [il faut

faire] comprendre à tous qu'il n'est pas plus possible de changer la propriété comme pivot du monde social qu'il n'est possible de changer le soleil comme pivot du monde cosmique dans lequel nous vivons» (4).

L'école laïque de Jules Ferry est d'ailleurs divisée socialement; si l'enseignement primaire est, en théorie, gratuit et ouvert à tous, les établissements secondaires (qui, destinés aux enfants de la bourgeoisie, comportent aussi des classes primaires) doivent rester selon lui payants et réservés à une élite sociale, ce qui montre que les déclarations sur le mélange des enfants des diverses classes dans la même école ne concernent pas les rejetons de la classe dominante:

*«Je ne sais pas quelles utopies un avenir plus ou moins prochain nous réserve; je ne sais pas si l'on viendra nous demander quelque jour et l'enseignement secondaire gratuit et l'internat gratuit; mais si l'on nous adresse cette demande, nous ferons la réponse que voici. Le devoir de l'Etat en matière d'enseignement primaire est absolu, il le doit à tous. Pourquoi? Parce que ce devoir est mesuré par l'intérêt social lui-même, parce que c'est un intérêt de premier ordre, dans une société comme la nôtre, dans une société démocratique, qu'un minimum d'enseignement élémentaire soit possédé par tous (...) Quand on arrive à l'enseignement secondaire, il n'y a plus la même nécessité et la prétention ne serait plus admissible si on disait: "tout le monde a droit à l'enseignement secondaire". Non; ceux-là seuls y ont droit qui sont capables de le recevoir et qui, en le recevant, peuvent rendre service à la société. (...) Nous dirons cela aux utopistes de l'avenir, aux esprits absolus qu'on nous annonce, et je crois que devant le bon sens public nous aurons raison» (5).*

Diverses mesures seront d'ailleurs prises pour aider au développement de l'enseignement primaire dans ces établissements payants; pour les enfants les plus doués des classes populaires, des Ecoles Primaires Supérieures (qui donneront naissance bien plus tard aux Collèges) seront institués avec les ferme objectif, selon les termes de collaborateurs de ministres qu'elles ne forment pas des «déclassés», mais les «sous-officiers de la démocratie»: «Les EPS doivent donner satisfaction aux ambitions légitimes, sans surexciter les prétentions aveugles, aussi décevantes pour les individus que fatales à la société». Il n'y a pratiquement aucune possibilité pour que les élèves du primaire puissent rejoindre le secondaire, s'ils ne sont pas enfants de bourgeois. De même en ce qui concerne l'enseignement féminin:

*«Il n'y a aucune parité à établir entre des écoles qui sont d'une nature différente (...). En effet les EPS sont destinées aux filles d'ouvriers auxquelles elles doivent procurer un métier rémunérateur (...). Quand aux autres établissements, ils s'adressent aux filles de la bourgeoisie et des classes aisées en leur procurant le bienfait irremplaçable d'une instruction vraiment digne de ce nom (...); ils combleront l'abîme qui aujourd'hui*

( Suite en page 6 )

# La laïcité, un principe bourgeois

( Suite de la page 5 )

*sépare deux êtres faits pour s'aimer et pour mettre en commun leurs pensées et leurs sentiments».*

L'éducation est très différenciée selon qu'il s'agisse d'écoles de filles ou de garçons; sans nous étendre sur ce point fondamental, citons seulement un extrait des programmes signés par Jules Ferry en juillet 1882: «L'école primaire peut et doit faire aux exercices du corps une part suffisante pour préparer et disposer, en quelque sorte, les garçons aux futurs travaux de l'ouvrier et du soldat, les filles aux soins du ménage et aux ouvrages de femmes».

L'Instruction publique (qui est aujourd'hui appelée l'**Education nationale**, conformément à ce rôle) a pour Ferry une fonction fondamentale de conservation sociale:

«Le point de vue démocratique (...), le voici: c'est qu'il importe à une société comme la nôtre, à la France d'aujourd'hui, de mêler sur les bancs de l'école, les enfants qui se trouveront un peu plus tard mêlés sous les drapeaux de la patrie. Il y a là pour la conservation et le début de notre unité sociale, des moyens d'autant plus puissants qu'ils s'appliquent à des esprits plus malléables et des âmes plus sensibles».

Dans quel sens l'Etat a-t-il un rôle d'éducateur, c'est ce que notre Jules explique aux députés:

«Non certes, l'Etat n'est point docteur en mathématiques, docteur en physiologie, en chimie. S'il lui convient, dans un intérêt public, de rétribuer des chimistes, des physiologistes, s'il lui convient de rétribuer des professeurs, ce n'est pas pour créer des vérités scientifiques; ce n'est pas pour cela qu'il s'occupe de l'éducation: Il s'en occupe pour maintenir une certaine morale d'Etat, certaines doctrines qui importent à sa conservation. (...) Une patrie morale, un ensemble d'idées et d'aspirations que le gouvernement doit défendre» (6).

La fonction de l'école laïque est donc, selon son fondateur lui-même, de diffuser et de maintenir des «doctrines» - nous dirions: une **idéologie** - visant à défendre l'Etat; elle est conçue comme un **instrument** de cet Etat, dont elle est au service: elle est par conséquent au service de la classe qui domine la société grâce à cet Etat: la bourgeoisie.

## LA LAÏCITÉ, RESPECTUEUSE DE LA RELIGION

Après la chute du second Empire les bourgeois républicains étaient confrontés à l'influence politique réactionnaire de la hiérarchie catholique qui n'acceptait pas encore la forme républicaine de l'Etat et rêvait de l'Ancien régime (pour l'Eglise, la République est encore la «gueuse»): Gambetta aura alors sa formule célèbre: *le cléricalisme, voilà l'ennemi!*

Ferry avance l'argument que laisser, au nom de la liberté de l'enseignement, l'école entre les mains de ces religieux nostalgiques de l'ancien régime, laisserait le champ libre à l'apparition d'écoles socialistes. La prise en main de l'école par l'Etat et la laïcité sont présentées comme le moyen d'éviter les affrontements violents que le pays vient de connaître:

«Dans les écoles confessionnelles, les jeunes reçoivent un enseignement dirigé tout entier contre les institutions modernes. On y exalte l'ancien régime et les anciennes structures sociales. Si cet état de chose se perpétue, il est à craindre que d'autres écoles se constituent, ouvertes aux fils d'ouvriers et de paysans, où l'on enseignera des principes diamétralement opposés, inspirés peut-être d'un idéal socialiste ou communiste emprunté à des temps plus récents, par exemple à cette époque violente et sinistre comprise entre le 18 mars et le 24 mai 1871. (...)

Non, n'en déplaise aux sophistes de la liberté à outrance qui nous accablent de leurs dédains, non le remède qui consiste à

*opposer aux menées de l'Internationale noire [c'est-à-dire cléricale - NdLR], celles de l'Internationale rouge, ce remède n'est pas un: ce serait la fin de la France (...). Dix ans encore de ce laisser aller, de cet aveuglement, et vous verrez tout ce beau système des libertés d'enseignement qu'on préconise couronné par une dernière liberté: la liberté de la guerre civile» (7).*

La création d'un enseignement d'Etat pour les filles au nom de l'«égalité de l'éducation» est également destiné à battre en brèche la domination de l'Eglise catholique, pas à mettre réellement les femmes sur un pied d'égalité avec les hommes comme nous l'avons vu plus haut:

«Aujourd'hui il y a une lutte sourde, mais persistante, entre la société d'autrefois et la société qui procède de la Révolution française. Or, dans ce combat les femmes ne peuvent être neutres. (...) Les évêques le savent bien; celui qui tient la femme, celui-là tient tout, parce que d'abord il tient l'enfant, ensuite parce qu'il tient le mari. (...) C'est pour cela que l'Eglise veut retenir la femme, et c'est aussi pour cela qu'il faut que la démocratie la lui enlève» (8).

Mais si Ferry et les républicains étaient déterminés à arracher à l'Eglise catholique sa domination sur l'Ecole pour réduire son influence politique, ils n'engageaient pas du tout de lutte contre la religion:

«Nous nous sommes institués pour défendre les droits de l'Etat contre un certain catholicisme, bien différent du catholicisme religieux et que j'appellerai le catholicisme politique. Quant au catholicisme religieux, qui est la manifestation de la conscience d'une si grande partie de la population française, il a droit à notre protection (...). Oui, nous sommes entrés résolument dans la lutte anticléricale (...). Oui, nous avons voulu la lutte anticléricale, mais la lutte anti-religieuse, jamais, jamais!» (9).

«Si un instituteur public s'oubliait assez pour instituer dans son école un enseignement hostile, outrageant pour les croyances religieuses de n'importe qui, il serait aussi sévèrement et rapidement réprimé que s'il avait commis cet autre méfait de battre ses élèves ou de se livrer contre eux à des sévices coupables» (10). Ou la propagande anti-religieuse assimilée à la pédophilie...

C'est que les bourgeois, même athées, connaissent trop bien les mérites contre-révolutionnaires de la religion: si la lutte anticléricale sera longtemps utilisée par elle comme diversion à la lutte de classe, la bourgeoisie, la période révolutionnaire passée, prit rapidement conscience du rôle bénéfique de la religion.

Au nom de «la concurrence de l'enseignement», Ferry lui-même s'oppose donc à la disparition de l'enseignement religieux, à condition qu'il soit fait «par des congrégations autorisées»; il ne veut pas supprimer la loi Falloux qui après 1848 avait rétabli la prééminence de l'Eglise sur l'école, mais seulement l'amender: alors que cette dernière mettait en tête des programmes de l'école primaire l'Instruction morale et religieuse, la nouvelle loi institue à sa place l'«Instruction morale et civique» qui en est le décalque laïque (les autres articles abrogés se rapportent aux droits des religieux à diriger ou contrôler l'enseignement, etc.): Jules Ferry recommandera aux instituteurs, pour ces leçons de morale, un manuel rédigé par les Frères des écoles chrétiennes. «La vraie morale, explique-t-il dans un discours, la grande morale, la morale éternelle, c'est la morale sans épithète. La morale, grâce à Dieu, dans notre société française, après tant de siècles de civilisation, n'a pas besoin d'être définie. (...) C'est la morale du devoir, la nôtre, la vôtre, la morale de Kant et du christianisme» (11).

Le rapporteur du programme de morale des écoles normales développe ce concept: «Il ne peut y avoir pour un Etat d'autre morale que la morale du devoir (...). Cette morale du devoir pur (...) appelle comme son complément la morale du dévouement

*qui n'est pas moins nécessaire à l'Etat que celle du devoir; et puisque l'Etat exige de ces soldats en temps de guerre, de ses médecins en cas d'épidémie, de ses magistrats et de ses fonctionnaires en cas de guerre civile, de tous enfin s'il le faut, d'aller jusqu'au sacrifice de la vie, comment serait-il incompetent pour enseigner ce qu'il est tenu de pratiquer?» (12).*

Dans le programme officiel des cours de morale, une place est réservée aux devoirs envers Dieu, indépendamment de toute religion précise: «L'instituteur n'est pas chargé de faire un cours ex professo sur la nature et les attributs de Dieu (...). D'abord il apprend [aux élèves] à ne pas prononcer légèrement le nom de Dieu: il l'associe étroitement dans leur esprit à l'idée de la cause première et de l'être parfait et à un sentiment de respect et de vénération; et il habitue chacun d'eux à environner du même respect cette notion de Dieu (...). Ensuite (...) l'instituteur s'attache à faire comprendre et à sentir à l'enfant que le premier hommage qu'il doit à la divinité, c'est l'obéissance aux lois de Dieu telles que les lui révèlent sa conscience et sa raison» (13).

La loi prévoit aussi que les écoles publiques soient fermées un jour par semaine pour que les parents puissent envoyer leurs enfants suivre des cours d'Instruction religieuse. On comprend donc que le supérieur général de ceux que les anticléricaux appelaient auparavant les *Frères ignorants*, pouvait déclarer, le 7 avril 1882: «L'interprétation faite par M. Ferry (...) nous paraît se concilier assez bien avec l'enseignement catholique ou du moins ne pas y contredire» (14) et appeler ses agents à se tenir à l'écart de la campagne contre la loi.

## LE DRESSAGE DE L'ÉCOLE LAÏQUE

C'est le sociologue Emile Durkheim qui exprimera le mieux la fonction de dressage repressif de l'école laïque, en la justifiant au nom de cette même morale bourgeoise du devoir. On pourrait multiplier indéfiniment les citations de ses cours sur la **morale laïque**, nous nous contenterons d'un petit échantillon très significatif.

La discipline «n'est pas un simple procédé destiné à faire travailler l'enfant, à stimuler son désir de s'instruire ou à ménager les forces du maître. C'est essentiellement un instrument difficilement remplaçable, d'éducation morale (...). Il est certain en effet qu'une classe indisciplinée est une classe qui se démoralise. Quand les enfants ne se sentent plus contenus, ils entrent dans une sorte d'effervescence qui les rend impatients de tout frein et leur conduite s'en ressent, même en dehors de la vie scolaire. On peut déjà observer des faits analogues dans la famille quand l'éducation domestique est trop relâchée. Mais à l'école, cette effervescence malsaine, produit de l'indiscipline, constitue un danger moral beaucoup plus grand, parce que cette effervescence est collective. (...) La foule, on le sait, tue facilement. C'est que la foule est une société, mais une société instable, sans discipline régulièrement organisée (...). Or une classe sans discipline est comme une foule.

Si le maître n'a pas su acquiescer l'autorité nécessaire, alors cette suractivité (...) dégénère en une agitation morbide et une véritable démoralisation, d'autant plus grave que la classe est plus nombreuse» (15).

Derrière la peur de la «foule», ce que les bourgeois redoutent, c'est évidemment une collectivité qui n'obéit pas à **leur** discipline, qui n'est pas «contenue»: la collectivité des prolétaires. Durkheim ne l'écrit pas ouvertement, mais il fait une comparaison qui sonne comme un écho du racisme d'un Jules Ferry qui pour justifier sa politique coloniale avait affirmé que les «races supérieures» avaient le devoir de «civiliser les races inférieures»:

«Les rapports entre maîtres et élèves sont à bien des égards comparables [à ceux qui mettent] les représentants de la civilisation européenne (...) aux prises avec une civilisation inférieure (...): les uns (les élèves) sont étrangers à la civilisation, tandis que les autres en sont tout imprégnés!»

«Il faut que l'enfant apprenne le respect

*de la règle; il faut qu'il apprenne à faire son devoir parce que c'est son devoir, parce qu'il s'y sent obligé, et sans que sa sensibilité lui facilite outre mesure la tâche. Cet apprentissage (...), c'est à l'école qu'il doit le faire. A l'école en effet existe tout un système de règles qui préparent la conduite de l'enfant. Il doit venir en classe avec régularité, il doit s'y présenter à heure fixe, dans une tenue et une attitude convenables; en classe, il ne doit pas troubler l'ordre; il doit avoir appris ses leçons, fait ses devoirs et les avoir faits avec une suffisante application, etc; Il y a ainsi une multitude d'obligations auxquelles l'enfant est tenu de se soumettre. Leur ensemble constitue ce qu'on appelle la discipline scolaire. C'est par la pratique de la discipline scolaire qu'il est possible d'inculquer à l'enfant l'esprit de discipline.*

(...) [la discipline scolaire] n'est pas un simple artifice en vue de faire régner dans l'école une paix extérieure qui permette à la leçon de se dérouler tranquillement. Elle est la morale de la classe, comme la morale proprement dite est la discipline du corps social.

(...) Le devoir scolaire a déjà quelque chose de plus froid et de plus impersonnel [que le devoir familial]. (...) Ce caractère est indispensable pour que la discipline scolaire soit tout ce qu'elle doit être et remplisse sa fonction. Car c'est à cette condition qu'elle pourra servir d'intermédiaire entre la morale affective de la famille et la morale sévère de la vie civile. C'est en respectant la règle scolaire que l'enfant apprendra à respecter les règles, qu'il prendra l'habitude de se contenir et de se gêner, parce qu'il doit se gêner et se contenir. C'est une première initiation à l'austérité du devoir. C'est la vie sérieuse qui commence» (16).

L'école pourra ainsi former des individus disciplinés, respectueux de l'autorité établie, qui ne chercheront pas à se révolter contre leur condition, comme le font les «incomplets moraux» que sont les «irréguliers», les «anarchistes», qui «éprouvent le besoin de rester en liberté»!

( à suivre au prochain numéro )

(1) cf Edwy Plenel, «La république inachevée. L'Etat et l'école en France», Payot 1985, p. 15 et 16.

(2) Discours sur «L'égalité d'éducation», 10 avril 1870. cf «La République n'éduquera plus. La fin du mythe Ferry», Nique et Lelièvre, Ed. Plon 1993, p. 31.

(3) Ibidem, p. 62-63.

(4) Ibid., p. 63.

(5) cf Ed. Plenel, op. cit., p. 106-107.

(6) cf Nique et Lelièvre, p. 27 (les citations précédentes se trouvent p. 46-47).

(7) cf Ed. Plenel, op. cit., p. 349.

(8) Discours du 10 avril 1870. cf Nique et Lelièvre, op. cit., p. 42-43.

(9) cf Nique et Lelièvre, p. 53-54. Le 10 juillet 1882, Ferry déclara vouloir «rester en bons termes avec l'Eglise et maintenir le Concordat» (lien entre l'Eglise et l'Etat).

(10) Ibid., p. 54.

(11) Discours du 2 juillet 1881. Cité par Laurence Loeffel, «La laïcité et la neutralité scolaires: origine et signification d'une double principe», IUFM de Lille.

(12) cf Laurence Loeffel, Ibidem.

(13) Ibidem.

(14) Déclaration de Frère Irlide, cf Ed. Plenel, op. cit., p. 359.

(15) cf Emile Durkheim, «L'Education morale», P.U.F., 1963, p. 126-127. Il s'agit d'un recueil de leçons données à la Sorbonne à la chaire de la Science de l'Education en 1902-1903, où il avait pris la succession de Buisson. Mais, en bon démocrate, Durkheim affirme que la réglementation ne doit pas être trop «envahissante», qu'il faut laisser un certain degré de liberté, car sinon il y a risque d'en faire un «révolté» ou un «déprimé moral»; la pédagogie doit mettre l'élève «dans la situation où se trouve normalement un sujet hypnotisé»!

(16) Ibidem, p. 125.

# Les élections en Irak

Les élections en Irak ont été saluées partout comme une grande victoire de la démocratie; selon les chiffres fournis par les services américains et complètement incontrôlables, les électeurs se seraient déplacés en masse: malgré les consignes d'abstention données par les organisations à base sunnite et les menaces de la guérilla (liés à l'ancienne classe dirigeante), plus de 60% de la population aurait voté. La liste chiite modérée est sortie victorieuse, mais insuffisamment pour former à elle seule le gouvernement provisoire. Au moment où nous écrivons les négociations sont encore en cours pour arriver à former une coalition gouvernementale acceptable par la puissance occupante.

Les capitalistes yankees et leurs alliés avaient besoin de ces élections pour montrer aux concurrents impérialistes mais aussi à leur population qu'ils contrôlent la situation en dépit de l'action des groupes insurgés. Elles constituent donc une victoire indéniable pour l'impérialisme américain et pour les fractions bourgeoises irakiennes (kurdes, chiites) qui ont choisi son camp en aspirant à prendre la place de la fraction

autrefois dirigeante. Elles n'en sont pas une pour la population irakienne en général et plus particulièrement pour le prolétariat et la paysannerie pauvre qui vont vite constater que l'espoir de voir leur sort s'améliorer est une illusion. Depuis des décennies, alors que la bourgeoisie s'enrichissait les masses ont payé le prix fort au capitalisme irakien et mondial; de la guerre contre l'Iran (sponsorisée par Washington, Londres et Paris) à la première puis la deuxième guerre du Golfe, la pression capitaliste n'a cessé de s'accroître de façon gigantesque contre les masses déshéritées et les prolétaires de ce pays. La dictature du capital n'a pas disparu avec la chute de la dictature de Saddam Hussein.

Plusieurs estimations indiquent que le taux de chômage des travailleurs salariés tourne autour de 70%. Le quart de la population (6,5 millions de personnes) dépend de l'aide alimentaire de l'ONU pour survivre. En 2003 (dernier chiffres connus) près de 30% de la population avait eu un revenu inférieur à 2 euros par jour. Les installations sanitaires et les équipements de base ont été largement détruits par la guerre après avoir été négligés sous Saddam Hussein; ils

n'ont été que très peu réparés par les autorités occupantes. Les Américains ont au contraire fortement réduit les crédits qu'ils avaient prévu pour cela: moins 20% pour les crédits consacrés à la remise en état des installations électriques, moins 45% pour ceux destinés au traitement de l'eau et des ordures. Seuls 4% des installations prévues d'assainissement de l'eau devraient fonctionner à brève échéance. En conséquence 60% de la population ne dispose pour boire que d'eau polluée par les ordures et les produits chimiques, etc.

Même si le retour à la paix se réalisait, et autrement qu'à Fallouja où les troupes américaines ont à peu près rasé la ville, ces conditions de vie épouvantables ne sont pas prêtes de s'améliorer rapidement. Les investissements capitalistes s'orienteront à peu près uniquement dans le secteur pétrolier, et seulement de façon marginale dans des équipements destinés à répondre aux besoins de la population.

Il ne sera pas facile et rapide pour le prolétariat irakien de trouver la voie de la lutte de classe, non seulement en raison de la répression des troupes occupantes et de leurs séides, mais aussi de la fausse alternative, nationaliste ou islamique, mais intégralement antiprolétarienne, des groupes de la

dite résistance irakienne, sans parler des illusions démocratiques que sèment les élections actuelles. Mais les prolétaires d'Irak comme ceux du monde entier n'ont pas d'autre alternative pour défendre leurs conditions de vie et de travail et combattre tous leurs ennemis.

## « Il Comunista »

n° 93-94 (Bimestrale) Febbraio 05  
Nell'interno

- Un terrible tsunami nel sud est asiatico ha provocato centinaia di migliaia di vittime. Il vero colpevole è il capitalismo
- Ennesimo incidente ferroviario. I morti di Crevalcore, come quelli che li hanno preceduti, vanno messi in conto alla vampiresca sete di profitto delle aziende capitalistiche
- In un gesto disperato un lavoratore della Ales di Napoli tenta il suicidio gettandosi dal secondo piano di una banca
- Uno sguardo al capitalismo internazionale
- Solidarietà incondizionata ai ferrovieri autoconvocatis che decidono lo sciopero immediato di 24 ore, in risposta ai compagni morti nell'incidente di Crevalcore (Bologna), per la sicurezza sul lavoro, e in solidarietà di tutti i proletari che usano il treno per recarsi al lavoro
- Tutte le autorità erano informate su quel che stava accadendo, ma nessuna agiva
- I 4 paesi più devastati dallo tsunami del 26 dicembre
- Quale risultato per la classe dei proletari dopo l'ennesimo sciopero generale indetto dai sindacati tricolore?
- Sul filo del tempo. OMICIDIO DEI MORTI
- Iraq. Elezioni sotto occupazione militare
- Il muro israeliano: un affare d'oro per i borghesi palestinesi
- In margine al cosiddetto «giorno della memoria». La scritta «ARBEIT MACHT FREI» - «il lavoro rende liberi» -, potrebbe essere affissa all'entrata di ogni azienda capitalista
- Giustizia borghese all'opera per la strage del Petrolchimico di Marghera
- Breda, Sesto San Giovanni: gli operai sono morti per l'amianto, i responsabili della fabbrica possono vivere allegramente

## « Renaissance »... anticommuniste

Depuis des lustres, les marxistes révolutionnaires considèrent le PCF comme un faux gardien du communisme.

Ce laquais de la bourgeoisie, en abjurant le programme révolutionnaire, s'est vautré dans l'opportunisme. Sa popularité d'après-guerre résulte de son patriotisme dans la résistance et non dans son engagement en faveur de la cause prolétarienne. Progressivement au cours des dernières années nombre de militants ont quitté le rafiot dont l'influence électorale s'est évaporée dans les brumes épaisses du confusionisme contre-révolutionnaire.

Pour une partie des mutins, le PCF s'est seulement «droitisé» et «social-démocratisé». Il suffit donc de la reconstruire en reprenant les bases programmatiques du parti stalinien d'hier. C'est à cette manoeuvre que s'attelle le PRCF (Pôle de Renaissance Communiste en France) qui édite le mensuel «Initiative Communiste» et qui s'est structuré départementalement dans les ARPCF (Associations pour la Renaissance du Parti Communistes en France) dont le bulletin départemental mensuel se nomme «Renaissance Communiste».

Malgré leurs discours ronflants, ces apôtres de la conservation bourgeoise sont étrangers au marxisme révolutionnaire. Tout comme le PCF, ex-pilier ouvrier de la bourgeoisie, ce sont des usurpateurs de Marx, de Lénine, de la révolution, du communisme. Pour s'en convaincre, un coup d'oeil à leurs positions sur la question de la «Constitution Européenne» suffira (leur avis diffère peu de celui du PCF).

En préalable, il est indispensable de réaffirmer que les communistes révolutionnaires condamnent aussi bien les europhiles que les europhobes, les partisans du «oui» à cette Constitution que les militants du «non». Tous ces politiciens s'affrontent dans l'arène politique et électorale mais ils sont unis sur l'essentiel: la pérennité du système capitaliste (qu'ils soient négateurs du marxisme ou falsificateurs de cette théorie libératrice).

Le PRCF se prononce activement et bruyamment en faveur du rejet du projet de Constitution qui sera soumis aux électeurs lors de la consultation de juin prochain. Pour justifier leur position, il n'est pas rare que les militants appellent la position du baron Seillière à leur rescousse: si le patron du MEDEF est favorable à la Constitution, il est donc évident, indispensable et naturel que le PRCF y soit opposé. Raisonnement imbécile: en effet De Villiers et Le Pen ne sont-ils pas partisans du «non»? Alors, quelle conclusion doit être tirée de cet imbroglio? Pour éviter au PRCF de rechercher une réponse alambiquée, les véritables marxistes

constatent que les 3 seigneurs susnommés sont les champions de la conservation bourgeoise, qu'ils doivent être également combattus quelle que soit leur version européenne et qu'il en est de même pour toute la bourgeoisie. Le PRCF n'a pas compris cela; mais est-ce surprenant pour une organisation qui ne parle «lutte de classe» que de façon banale et fictive?

Tout naturellement, ces pseudo-communistes se vautrent dans la boue électoraliste; ils participent donc à la énième installation du piège tendu au prolétariat en l'enlisant dans le lisier de la démocratie et en lui masquant, au moins momentanément la dureté des méfaits de l'exploitation capitaliste. Il est vital de dénoncer véhémentement cette forfaiture.

L'indignation du PRCF atteint son paroxysme quand il aborde ce qu'il nomme «abandon de la souveraineté nationale» par le projet de constitution européenne. «NON à l'Europe du grand Capital, OUI aux coopérations entre nations souveraines» titre-t-il dans une de ses publications. Il reproche à sa matrice le PCF de «laisser le combat pour la souveraineté nationale à l'extrême droite». C'est là un aveu que ce combat n'a rien de communiste et de prolétarien, sauf à imaginer que communistes et extrême droite aient des objectifs communs! Il ajoute que le projet de Constitution est «... la mise à mort de la France avec en prime de graves menaces contre la paix, la laïcité et la possibilité même d'une société socialiste» (1); il poursuit: «le PRCF est le seul à unir le drapeau rouge et le drapeau tricolore dans la tradition du front populaire et de la Résistance».

Malheureusement il n'est pas le seul à pratiquer cette union contre nature qui a toujours servi à faire passer pour prolétaires des objectifs strictement bourgeois. Le Front populaire, qui était l'union de partis bourgeois avec des partis dits ouvriers, a permis à la bourgeoisie française d'écarter toute menace révolutionnaire. Lorsque les ouvriers se mirent en grève en dehors des partis du Front Populaire, le PCF fit tous ses efforts pour que le mouvement se termine au plus vite: «Il faut savoir terminer une grève» déclara Thorez pour justifier cette attitude. Cette attitude de soumission aux intérêts bourgeois, le PCF, après avoir tenté de s'entendre avec les autorités allemandes d'occupation, la continua dans la Résistance où les partisans étaient soumis à l'autorité du centre bourgeois de Londres. Grand parti national, le PCF, serviteur fidèle de la bourgeoisie, s'employa à la libération à restaurer l'ordre bourgeois et la production capitaliste: «La grève est l'arme des trusts!» affirma

Thorez pour expliquer l'hostilité de son parti aux grèves.

La phraséologie de ces «ressuscités» vient en droite ligne du stalinisme et de ses sbires: nationalisme exacerbé, socialisme dans un seul pays, référence à la religion laïque, interclassisme ... nul doute que Marx, Engels, Lénine auraient tordu le cou à tous ces bonimenteurs et falsificateurs de leur doctrine.

Il est donc logique qu'ils défendent le populisme le plus écoeurant, ce qui annihile les déclamations du PRCF sur la lutte de classe. «Nous autres, afin de ne pas tromper le peuple de notre pays, nous disons NON franchement NON à cette constitution» clame-t-il avant d'enfoncer le clou: «depuis 50 ans, le conflit capital travail est au coeur de cette construction européenne contre les peuples, leurs acquis, leurs droits, leur souveraineté». Là où les bourgeois parlent de peuple, de nation les marxistes parlent de classes: le peuple (ou la nation) est constitué de plusieurs classes sociales qui n'ont pas les mêmes intérêts ni les mêmes buts; certaines classes sont exploitées d'autres sont exploiteuses. Tous ceux qui utilisent la mystification du mot peuple veulent cacher l'existence de ces classes différentes et la lutte qu'elles mènent entre elles: ce sont des adversaires de la lutte de classes, des partisans de l'ordre bourgeois.

S'agenouillant devant le peuple et la nation, il est naturel que le PRCF idolâtre aussi l'Etat bourgeois, sous le nom de République. Pour lui «seuls les tenants du capital ont intérêt à une constitution européenne et antirépublicaine». Cette affirmation du PRCF est grotesque car elle laisse penser que les souverainistes pourraient ne pas être des conservateurs capitalistes... Dommage que le ridicule ne tue pas! Pour les marxistes l'Etat bourgeois est l'arme suprême de la classe capitaliste, qu'il soit de forme républicaine ou royaliste. Cet Etat devra donc être combattu et brisé; en le soutenant et le défendant, le PRCF montre une fois encore qu'il est du côté de la bourgeoisie et contre le prolétariat.

D'ailleurs sa littérature ne fait jamais référence à la révolution prolétarienne: le lecteur averti aura compris pourquoi. Quand il lui arrive, en bon démagogue, d'utiliser le terme «révolution», il le fait avec une telle réticence et une telle atténuation que son réformisme foncier éclate au grand jour: «Non à la Constitution, Non à l'Europe, oui à la transformation révolutionnaire de la société» (il est à noter que dans le texte, les

( Suite en page 8 )

## «el programa comunista»

Organo del  
partido comunista internacional  
N° 45 - Septiembre de 2004

- Los Estados Unidos de América en el limite de dos épocas
- Irak es el mundo
- ¡ Internacional y mundial es el capitalismo; Internacional y mundial sera la lucha proletaria anticapitalista de clase !
- Chile, a treinta años de distancia
- ¡ el golpe de Estado fallido en Venezuela es una advertencia al proletariado !
- Puntos de referencia marxistas acerca del imperialismo y del terrorismo
- En defensa de la continuidad del programa comunista (7) : Consideraciones sobre la actividad orgánica del partido cuando la situación general es históricamente desfavorable (1965)
- Auschwitz o la Gran Coartada
- La guerra imperialista en el ciclo burgués y en el análisis marxista (2)
- Los fabricantes de íconos a la obra: Creación de la Fundación Amadéo Bordiga

(72 pages, 3 Euro)

## «el programa comunista» Suplemento al n° 45

Abril de 2004

- ¡Imperialismo francés y estadounidense, fuera de Haití! ¡Solidaridad con los proletarios haitianos!
- Masacre de proletarios en Madrid por el terrorismo reaccionario
- El terrorismo imperialista, en Irak como en Chechenia, alimenta el terrorismo nacionalista en una espiral de atentados, secuestros, hecatombes, secuestros, represalia militar y horrores de todo género
- ¡Y LOS PROLETARIOS PAGAN EL PRECIO MÁS ALTO! Huelga en el Metro de Caracas
- ( Europa: 0,50 € - A.L.: US \$ 0,5 )

## Auschwitz: un «devoir de mémoire»... pour maquiller les crimes du capitalisme

Le soixantième anniversaire de la libération du camp d'Auschwitz a été marqué par une quantité sans précédent de manifestations officielles. C'est, nous dit-on, au nom du «devoir de mémoire», que cette débauche de célébrations a, du jour au lendemain, remplacé la campagne sur le tsunami dans la toute-puissante machinerie bourgeoise de propagande à décerveler les prolétaires.

Ces manifestations ont donné l'écoeurant spectacle des représentants attirés du capitalisme (surtout européen) - le système économique-social le plus sauvage et les plus criminel de l'histoire - versant, pour les médias, des larmes de crocodile sur les cadavres de ceux qui ont été en réalité **leurs victimes**, les victimes du capitalisme et des Etats bourgeois. C'est ainsi que Chirac, avec des trémolos dans la voix, a rendu hommage aux victimes du crime que «l'Etat français n'a pas su empêcher». Pas su empêcher? Il faut un certain toupet pour proférer un tel mensonge qui ne peut que relever du négationnisme de crime contre l'humanité et devrait envoyer son auteur devant les tribunaux! L'Etat français est **directement complice** de ce crime: sans les policiers et autres fonctionnaires gouvernementaux français, jamais les autorités allemandes d'occupation n'auraient pu déporter les Juifs résidant dans le pays; les autorités françaises sont d'ailleurs allées **plus loin** que ne le demandaient les Allemands, en déportant les enfants!

Mais Chirac ne fait que continuer le **mensonge de l'idéologie officielle antifasciste** de la «France libre» lavant l'Etat français de crimes dont elle attribue la responsabilité au seul Etat allemand. Quand par hasard un Papon s'est retrouvé devant les tribunaux pour son rôle dans la déportation de Juifs, la «Justice» ne l'a condamné que pour «complicité» avec l'ennemi. L'immense majorité des hauts et moins hauts fonctionnaires responsables sont passés sans encombre et sans états d'âmes du fascisme pétainiste à la démocratie parlementaire (à commencer par un certain... Mitterrand!), comme bien des résistants sont passés sans problèmes de la lutte contre l'occupant allemand à la lutte pour maintenir l'occupation française dans les colonies.

Nous avons déjà largement exposé dans des brochures et des articles (1) la co-responsabilité des «Démocraties alliées», les Etats capitalistes anti-allemands, dans le massacre des Juifs et autres par les Nazis (dont la venue au pouvoir a été vue favorablement et même encouragée par de nombreux cercles bourgeois étrangers, par exemple aux Etats-Unis, comme un rempart face à la lutte prolétarienne). Des ouvrages récents donnent de nouvelles preuves que les Alliés étaient parfaitement au courant de ce

qui se passait, contrairement à ce qu'ils ont prétendu après la guerre. Ils le savaient, ils auraient pu sinon empêcher, du moins freiner ces massacres, sans beaucoup de difficultés, comme le leur demandaient instamment les organisations de résistance juive. Ils n'ont **rien** fait, préférant envoyer des avions bombarder par centaines et pendant plusieurs jours, des villes allemandes dépourvues d'objectifs militaires comme Dresde où ils ont fait peut-être 200.000 morts civils. Des historiens canailles justifient aujourd'hui encore sans rougir cette attitude par l'objectif impérialiste de gagner la guerre qui aurait - peut-être! - été retardé si on avait essayé de sauver des Juifs (2)...

C'est que ces «Démocraties» ne faisaient pas la guerre pour le bien de l'humanité, pour sauver des malheureux de la «barbarie nazie» et établir le règne de la Justice et de la Liberté, mais pour défendre leurs intérêts et leurs appétits impérialistes. Et, exactement comme le camp d'en face, ils ne reculaient pour cela devant aucun massacre, devant aucune tuerie de populations désarmées, femmes et enfants compris, qu'elles soient brûlées au napalm ou atomisées.

Commémorer à grand bruit après soixante ans les victimes du **nazisme** (en passant sous silence la co-responsabilité des Alliés), sert donc aux dirigeants bourgeois actuels pour masquer que ces crimes ont été les crimes du **capitalisme**; mais elle leur sert surtout à faire oublier les crimes particuliers de leurs propres Etats, non seulement à cette époque, mais **aujourd'hui** encore.

Ce ne sont pas les Nazis fous et sadiques qui ont massacré par centaines de milliers en Indochine, en Afrique, en Algérie au cours des guerres coloniales, mais les **démocrates français**; ce n'est pas le totalitarisme hitlérien qui a une responsabilité dans le génocide au Rwanda, mais les **gouvernements de gauche et de droite** du «pays des droits de l'homme»; ce n'est pas le fasciste Hitler, mais le socialiste Mitterrand qui aurait dit: «dans ces pays-là, un génocide, ça n'a pas tellement d'importance». Ce n'est pas Goebbels, mais Madeleine Allbright, la très **démocrate** ministre des Affaires étrangères du président Clinton, qui a affirmé que la mort de cent mille enfants irakiens en conséquence de l'embargo américain ne la gênait pas. Ce ne sont pas les SS qui font régner aujourd'hui la terreur en Tchétchénie, tuant et violant impunément, mais les Troupes spéciales de la sainte et démocratique Russie. Ce ne sont pas les troupes de la Wehrmacht qui utilisent les leçons de la lutte contre les insurgés du ghetto de Varsovie dans leurs interventions à Gaza, mais les soldats juifs de «la seule démocratie du Moyen Orient»...

On pourrait multiplier indéfiniment les

exemples de **crimes contre l'humanité** commis par les différents Etats bourgeois (y compris l'Etat censé être celui des victimes juives!), par les impérialismes de l'Est ou de l'Ouest, intégralement capitalistes même quand ils prétendaient le contraire, depuis que la défaite des Etats fascistes dans la deuxième guerre mondiale aurait dû ouvrir une ère de paix pour l'humanité.

Il n'en a rien été parce que ce n'est pas un **régime** particulier, une **forme politique** particulière du capitalisme - la forme dictatoriale, fasciste, par opposition à la forme libérale, démocratique - qui est la cause des guerres, des injustices et des massacres dont souffre la population du globe, mais le capitalisme lui-même - cette organisation socio-économique fondée sur l'inégalité, sur l'injustice, sur le vol, autrement dit sur l'**exploitation** du travail des masses sans-réserves, sur l'expropriation et la ruine des petits producteurs, sur le pillage et le saccage des richesses naturelles. Tant que durera le capitalisme, tant que ses victimes n'auront pas la force de s'insurger et de renverser la domination du capital, les Auschwitz continueront à exister, le martyr de l'humanité ne cessera pas.

C'est ce que les communistes ne doivent pas cesser de rappeler contre tous les fraudeurs «devoirs de mémoire» bourgeois.

(1) Voir «Auschwitz ou le grand alibi», brochure «Le Prolétaire» n°11 et «Ce que nous nions et ce que nous revendiquons», brochure «Le Prolétaire» n°26.

(2) «Devons-nous dénoncer, accuser et condamner des hommes et des femmes [?] avec leurs forces et leurs faiblesses [sic!], qui ont cru agir pour le mieux? [Il s'agit des responsables politiques et militaires alliés qui ont refusé toute action militaire sur Auschwitz] Pourquoi n'acceptons-nous pas en 2005 que les nazis portent seuls la responsabilité d'un crime contre l'humanité? Sommes-nous contraints de sombrer dans la repentance?» feint de se lamenter un historien dans «L'Histoire» n°294 (janvier 2005). Le même écrivait en 1987 dans une postface au livre de D. Wyman accusant les dirigeants américains (et les représentants de la communauté juive locale!) d'abandon criminel des Juifs à l'extermination par les nazis, qu'il s'agissait d'une «**démonstration** (...) **parfaitement convaincante**». cf «L'Abandon des Juifs», Ed. Flammarion, p. 436. Dix-huit ans plus tard, il s'efforce péniblement de relativiser cette démonstration qui lui est impossible de réfuter, afin de blanchir les impérialismes alliés. Les professeurs à la Sorbonne vont où le veut la propagande officielle...

## «Renaissance»... anticommuniste

(Suite de la page 7)

NON sont en gras et le oui en petits caractères). Significatif, n'est-ce pas! Son radicalisme se limite au bulletin de vote: «une victoire du **non** ouvrier et républicain permettra aux forces populaires de faire échec à l'offensive réactionnaire et de reprendre l'initiative pour le progrès social, les libertés, la souveraineté populaire, le développement de l'Europe des luttes et de la coopération fraternelle entre tous les peuples d'Europe et du monde entier». Ces adversaires de la lutte de classe doivent absolument faire croire que le passage devant les urnes est un moyen de lutte.

**Le socialisme envisagé par ce groupe est le sosie du «communisme» des ex pays de l'Est**: en réalité, il s'agit d'un capitalisme d'Etat qui serait aussi bestialement anti-ouvrier que l'ont été la Russie stalinienne ou la RDA. Le PRCF est un défenseur convain-

cu et acharné des nationalisations: sa nostalgie des réalisations du Conseil de la Résistance n'a d'égal que la fausseté de ses analyses sur la deuxième guerre mondiale (conflit qui pour lui n'a pas été une boucherie impérialiste mais une lutte du bien contre le Mal). Ses amitiés politiques sont conformes à sa vision du «socialisme»; ainsi, pour l'ERDA, il déplore «les malheurs du retour au capitalisme»; suite à une rencontre avec les «communistes» danois, le compte rendu de la réunion précise que «les discussions se sont terminées par une réaffirmation commune d'un développement et d'une solidarité sans faille avec Cuba socialiste et la République populaire de Corée». Dis-moi qui tu fréquentes, je te dirai qui tu es! En l'occurrence, un **falsificateur du marxisme** et donc un ennemi du communisme révolutionnaire.

Les prolétaires doivent démasquer ces pseudo-communistes qui sont aussi réac-

tionnaires que leurs parents ou que les euro-péistes convaincus.

L'émancipation du prolétariat ne peut être obtenue dans un cadre national. La prise du pouvoir ne peut aboutir que par l'utilisation de la violence et de la contrainte, la dictature mondiale du prolétariat qui suivra sera inflexible vis à vis des scories bourgeoises de toute nature.

**Les prolétaires n'ont rien à défendre dans cette société: ni entreprise, ni économie, ni patrie. Leur seule «patrie», c'est leur lutte pour le communisme, société sans classes, sans Etats, sans frontières, sans nations, sans exploitation ni oppression.**

**Prolétaires de tous les pays unissez-vous!**

(1) Cette citation et toutes les suivantes sont tirées d'*Initiative Communiste* d'octobre-novembre 2004 et d'un *Renaissance Communiste* de décembre 2004.

### LIBRAIRIES OÙ EST DÉPOSÉE LA PRESSE DU PARTI (extrait de la liste)

**Alger**: Librairie «El Ijtihad», 9 rue A. Hamani / **Genève**: «Librairie du Boulevard», 34 rue de Carouge / **Aix-en-Provence**: «La divine comédie» / Bouquiniste, place d'Arménie / **Albi**: Maison de la presse, Place du Vigan / **Bel-fort**: Maison de la Presse, 65 Fbg de France / **Clermont-Ferrand**: «Le Papyvore», 3 rue de l'Ente / **Laval**: Point Presse, Centre Cial Carrefour, 46, Av. Delattre de Tassigny / **Lyon**: «A plus d'un Titre», 4 quai de la Pêcherie / **Marseille**: Librairie «L'Odeur du temps», 35 rue Pavillon / Papeterie-journaux Librairie du Vieux Port, Quai des Belges / **Martigues**: Papeterie-journaux, 5 Boulevard Degut / **Mayenne**: Maison de la Presse, 14 rue Aristide Briand / **Montbéliard**: Point-Press, rue Jacque Foillet / **Montpellier**: «Librairie Sauramps», Le Triangle / Librairie Scrupule, 26 rue du Fbg de Figuerolles / **Nantes**: «Vent d'Ouest», 5 Place du Bon Pasteur / **Paris**: «La Brèche», 27 rue Taine / «L'Herbe Rouge», 1bis rue d'Alésia / «Librairie Parallèles», 47 rue du Faubourg St Honoré / «Tiers Mythe», 21 rue Cujas / «Quilombo», 23 rue Voltaire / **Pointe-à-Pître**: «Librairie Antillaise», rue Schloecher / **Rennes**: Maison de la presse, 8 Place du Colombier / **Toulouse**: «Les Arcades», Place du Capitole / **Tours**: Librairie, 104 rue Colbert / Maison de la Presse, 5 rue de Bordeaux / Maison de la Presse du Beffroi, 36 rue de Jemmanes / **Villeurbanne**: Maison de la presse, 33 avenue H. Barbusse

### CORRESPONDANCE :

**Pour la France** : Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon  
**Pour la Suisse** : Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens  
**Pour l'Italie** : Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

### Points de contact:

**Aix-en-Provence**: réunion de lecteurs. Samedi 20 mars. Cafétéria Flunch 15h, Place du Général de Gaulle  
**Paris**: Pour avoir la date et le lieu de la prochaine réunion de lecteurs, écrire au journal.  
**Toulouse**: Vente au marché St Sernin, tous les dimanches de 11h à 13h 30.

### SOUSCRIPTION PERMANENTE

#### 1e liste 2005

Aix: 9,10 / Anonyme: 20,00 / Claude: 7,50 / Krainem: 20,00 / Montpellier: 60,00 / Roger: 60,00 / Rouen: 10,00 / Valence: 180,00

**Total liste: 366, 60 Euros**

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. **Versements**: timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»**: 7,5 € / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien**: 15 € / 60 FS / £ 20. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 8 € / 15 FS / £ 5 / Amérique latine: US \$ 2 / USA et Cdn: US \$ 8. **Abonnement**: le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien**: 50 € / 100 FS / £ 30 / Amérique latine: US \$ 20 / USA et Cdn: US \$ 50. **«il comunista»**, le numéro: 1 € / 5 FS / £ 1. **Abonnement de soutien**: 6,5 € / 25 FS / £ 6. **Abonnement de soutien**: 13 € / 50 FS / £ 12. **«el programa comunista»**, le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 1,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien**, le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 3 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**